

Projet de Réponse intégrée aux besoins urgents et prioritaires des populations déplacées internes et hôtes, affectées par les crises sécuritaire et climatique à Diffa au Niger

NUMERO DE REFERNCE : RFP 25/001/ADM/RH/NIM-NE

RAPPORT DE L'EVALUATION FINALE

Version finale

Présenté par : Mamane Ousmane Brah, Consultant Principal, Cabinet ETS ARIF

Période de mise en œuvre du projet :	07 février 2024 à 06 juin 2025
Numéro du contrat :	A-07343/1002989
Ligne budgétaire :	A.1.2.4 Evaluation finale
Période de l'évaluation	Juin 2025
Lieu de l'évaluation :	Communes de Bosso et Toumour dans la Région de Diffa
Période d'évaluation	11 juin – 22 juillet 2025

31 juillet 2025

Sommaire

Sommaire	2
Liste des sigles et abréviations	3
Liste des tableaux	4
Résumé exécutif	5
I. Contexte et intervention	7
I.I. Description du projet	7
I.2. Aperçu des résultats escomptés par le projet	7
2. But de l'évaluation	8
2.I. Objectif de l'évaluation	9
2.2. Résultats attendus de l'évaluation	9
3. Méthodologie	10
3.I. Cadrage conceptuel	10
3.2. Stratégie d'échantillonnage	15
3.3. Formation des enquêteurs et collecte des données	16
3.4. Gestion des risques sécuritaires et éthique	17
3.5. Traitement et analyse des données	18
3.6. Défis et limites liées à l'étude	18
4. Résultats et analyses	18
4.I. Analyse de la pertinence	18
4.2. Analyse de l'efficience	20
4.3. Analyse de l'efficacité	21
4.4. Analyse de l'impact	37
4.5. Analyse de la durabilité	39
4.6. Analyse de la réduction des inégalités	41
4.7. Analyse du genre	42
4.8. Analyse de la qualité de partenariat	43
5. Enseignements tirés et recommandations	44
5.I. Principaux Enseignements Tirés	44
5.2. Quelques défis majeurs	44
5.3. Recommandations spécifiques	45
Annexes	47

Liste des sigles et abréviations

Sigle/Abréviation	Signification
AEICD	Appui aux Efforts Intégrés de Consolidation Durable
AECID	Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ANDD	Association Nigérienne pour le Développement Durable
CSI	Centre de Santé Intégré
DAC/OCDE	Comité d'Aide au Développement / Organisation de Coopération et de Développement Économiques
FARN	Foyer d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle
GBV / VBG	Gender-Based Violence / Violences Basées sur le Genre
IDP / PDI	Internally Displaced Person / Personne Déplacée Interne
KII	Key Informant Interview (Entretien avec informateur clé)
LMMS	Last Mile Mobile Solutions (outil de gestion des distributions)
MEAL	Monitoring, Evaluation, Accountability and Learning (Suivi, Évaluation, Redevabilité et Apprentissage)
ML	Mamans Lumières
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PDM	Post Distribution Monitoring (Suivi post-distribution)
RECO SOC	Renforcement des Capacités et de la Société Civile
rCSI	Reduced Coping Strategy Index (Indice réduit des stratégies d'adaptation)
SCA	Score de Consommation Alimentaire
STD	Services Techniques Déconcentrés
TDR	Termes de Référence
VBG	Violence Basée sur le Genre

Liste des tableaux

Tableau 1 : résumé du projet.....	8
Tableau 2 : méthode d'analyse des critères d'évaluation.....	10
Tableau 3 : méthode de collecte et de calcul des indicateurs	13
Tableau 4 : Echantillon prévu vs échantillon réalisé pour les données qualitatives.....	16
Tableau 5 : Echantillon prévu vs échantillon réalisé pour les données qualitatives.....	17
Tableau 6 : bilan physique des activités.....	21
Tableau 7 : Répartition des enquêtés selon le sexe et la résidence	24
Tableau 8 : Répartition des enquêtés selon l'âge et le sexe	24
Tableau 9 : Age des enquêtés selon le sexe :.....	24
Tableau 10 : Répartition des ménages selon les principales sources de revenus.....	25
Tableau 11 : Répartition des ménages selon le niveau du SCA.....	27
Tableau 12 : Statistiques descriptives du SCA	27
Tableau 13 : Répartition des ménages selon leur perception du niveau de satisfaction de leurs besoins de base.....	29
Tableau 14 : répartition des ménages selon les besoins non satisfaits	30
Tableau 15 : Score réduit de stratégies de survies (rCSI) par commune.....	31
Tableau 16 : répartition du nombre moyen d'utilisation des stratégies de survie par rapport au niveau de SCA des ménages	32
Tableau 17 : Répartition des répondants qui déclarent que l'aide humanitaire est fournie de manière sûre, accessible, responsable et participative.....	32
Tableau 18 : répartition des enquêtés selon les trois dimensions les plus importantes de l'indicateur de l'OS2	33
Tableau 19 : Répartition des enquêtés selon l'indicateur R2.I et leur participation aux séances de sensibilisation.....	34
Tableau 20 : Répartition des enquêtés selon les dimensions entrant dans le calcul de l'indicateur R2.I	35
Tableau 21 : Récapitulatif des pourcentages de répondants ayant perçu une amélioration (« beaucoup moins de cas » ou « prise en charge beaucoup plus efficace ») de la malnutrition et des VBG	36

Résumé exécutif

Le projet « Réponse intégrée aux besoins urgents et prioritaires des populations déplacées internes et hôtes affecté.es par les crises sécuritaire et climatique à Diffa au Niger» a été mis en œuvre du 07 février 2024 à 06 juin 2025 dans les communes de Bosso et Toumour par OXFAM et l'ONG ANDD Garkua, avec l'appui financier de l'AECID. Il visait à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et renforcer les capacités de protection des populations vulnérables affectées par l'insécurité, les déplacements forcés et les chocs climatiques.

L'évaluation finale commanditée par OXFAM, a été conduite par le Cabinet ETS-ARIF du 10 juin au 31 juillet 2025 et visait à apprécier les résultats obtenus, les effets induits et les stratégies employées.

Cette évaluation s'inscrit dans une approche méthodologique mixte (qualitative et quantitative). Sur le plan quantitatif, un échantillon de 410 ménages a été enquêté, et sur le plan qualitatif, 8 entretiens qualitatifs, 12 discussions de groupe et 8 récits de changement ont été réalisés. L'ensemble des données collectées a été traitée et analysée sur Excel (données quantitatives) et sur le logiciel MAXQDA (données qualitatives).

Ainsi, à l'issu de cette évaluation, il ressort les résultats clés ci-dessous :

Pertinence : Le projet est hautement pertinent dans un contexte marqué par des besoins multisectoriels chroniques. Il a répondu de façon appropriée aux priorités exprimées par les populations (sécurité alimentaire, protection, revenus) avec des interventions bien ciblées : transferts monétaires, culture potagère, FARN, sensibilisations et cash protection. L'adaptation des modalités comme l'abandon de façon participative de la culture hors-sol au profit d'une culture au sol, illustre une bonne flexibilité.

Efficacité : Le projet démontre un niveau de progrès vers les résultats avancé. Les résultats clés sont

- **85 %** des ménages ont un **Score de Consommation Alimentaire acceptable** (objectif : 50 %).
 - **74 %** des bénéficiaires ont une meilleure connaissance de leurs droits en matière de protection (objectif : 70 %).
 - Plus de **12 500 personnes** ont été couvertes par les transferts monétaires.
 - **500 survivantes de VBG et autres cas de protection** ont reçu une assistance monétaire.
- Des écarts subsistent cependant sur la **résilience alimentaire**, avec seulement **25 %** des ménages ayant un rCSI ≤ 10 .

Efficience : La mise en œuvre a été bien planifiée et rigoureusement suivie, mais a connu des contraintes logistiques (ruptures des intrants pour les FARNs ressources limitées pour les zones éloignées). La complémentarité entre partenaires a optimisé les ressources. Néanmoins, des défis liés à la motivation des relais communautaires ont affecté la couverture et la qualité de certains services.

Impact : Le projet a eu un impact positif mesurable sur : La sécurité alimentaire immédiate, l'autonomisation économique des femmes, la cohésion sociale entre déplacés et hôtes, l'identification et le référencement des cas de VBG. Des témoignages recueillis démontrent des changements comportementaux et une réduction des tensions communautaires.

Durabilité : Des acquis sont visibles : comités de protection, structures FARN, formations. Cependant, la pérennité est incertaine sans mesures de relais (accompagnement institutionnel, financement complémentaire). La stratégie de sortie doit être renforcée.

Réduction des inégalités : Le projet a favorisé l'inclusion des populations déplacées, réfugiées et hôtes. Les interventions ont été perçues comme justes et équitables. Les femmes cheffes de ménage et les jeunes adultes restent cependant des groupes à renforcer dans les futures interventions.

Genre : L'intégration du genre a été fortement visible dans la sélection des bénéficiaires, la formation des femmes (« mamans lumières »), et l'introduction du cash protection pour les survivantes. Les indicateurs clés ont été désagrégés par sexe, permettant une lecture différenciée des résultats.

Qualité du partenariat : La collaboration OXFAM-GARKUA a été jugée complémentaire, transparente et efficace. Les partenaires locaux ont été responsabilisés, mais demandent un renforcement de leur accompagnement technique et de l'équilibre dans les prises de décision.

Enseignements clés

- L'approche intégrée (cash + nutrition + protection) est adaptée aux zones de crise prolongée.
- Le cash en protection ciblé est un levier efficace de réponse rapide et dignifiée.
- Le renforcement communautaire (FARN, comités de protection) est un socle pour la durabilité.
- La flexibilité et l'écoute des préférences locales améliorent l'appropriation et la durabilité.

Ainsi, à l'issue des résultats de cette évaluation, les actions suivantes sont à prendre en compte pour un meilleur apprentissage et une amélioration continue :

- Budgétiser et conduire une analyse approfondie des inégalités de genre et d'inclusion sociale au démarrage de chaque projet,
- Garantir une participation équitable et active des femmes et des hommes dans toutes les phases du projet ;
- Renforcer la sensibilisation des communautés et des leaders locaux afin de transformer les normes sociales et culturelles limitant la participation des femmes et des groupes vulnérables ;
- Renforcer les capacités institutionnelles et techniques des partenaires locaux
- Renforcer la motivation des acteurs communautaires à travers des initiatives visant à valoriser et à promouvoir le travail des volontaires

I. Contexte et intervention

Le projet « Réponse intégrée aux besoins urgents et prioritaires des populations déplacées internes et hôtes affecté.es par les crises sécuritaire et climatique à Diffa au Niger » est mis en œuvre par Oxfam en partenariat avec l'ONG ANDD Garkua dans la région de Diffa, département de Bosso, communes de Bosso et de Toumour. Il a démarré en février 2024 et a pris fin en juin 2025 soit 16 mois de mise en œuvre.

Le projet est financé par l'Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (AECID) et a pour objectif de contribuer à la stratégie de réponse de la coopération espagnole et au Plan de Réponse Humanitaire au Niger en répondant aux besoins prioritaires des femmes et des hommes affecté.es par les crises sécuritaire et climatique, à travers l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le renforcement des capacités de protection des populations dans la région de Diffa au Niger.

En effet, le projet comprend un paquet d'activités humanitaires combinant le transfert monétaire inconditionnel pendant la période de soudure, l'appui à la culture potagère, la prévention de la malnutrition grâce à la sensibilisation sur les bonnes pratiques et la prise en charge à base communautaire à travers les FARN, les sessions de sensibilisation sur les questions de protection et les distributions de cash protection et kits de dignité.

Ces interventions ont été mises en œuvre dans un contexte de crise multidimensionnelle reposant sur plusieurs facteurs : les déplacements de la population dus à l'insécurité, les urgences sanitaires, le changement climatique et la situation politique bouleversée depuis le coup d'état du 26 juillet 2023.

Cette évaluation finale externe conduite le Cabinet ETS-ARIF intervient à la fin du projet en vue d'évaluer la performance du projet et tirer les enseignements pour une amélioration continue.

I.1. Description du projet

Ce projet visait à contribuer à la réponse humanitaire en sécurité alimentaire et en protection au Niger. En ligne avec la stratégie de réponse de la coopération espagnole et le Plan de Réponse Humanitaire au Niger il visait spécifiquement à répondre aux besoins prioritaires des femmes et des hommes affecté.es par les crises sécuritaire et climatique, à travers l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le renforcement des capacités de protection des populations dans la région de Diffa au Niger, plus précisément au sein des communes de Bosso et Toumour, dans le département de Bosso.

I.2. Aperçu des résultats escomptés par le projet

Deux domaines de résultats :

- ✓ La sécurité alimentaire des femmes et des hommes est renforcée dans la région de Diffa : au moins 12 500 personnes vulnérables de Bosso et Toumour sont capables de répondre à leurs besoins alimentaires de base, grâce aux transferts monétaires reçus pendant la période de soudure et au moins 250 enfants de 0 à 23 mois à risque de malnutrition sont soutenus ;
- ✓ Les femmes et les hommes ont un accès renforcé aux services de protection dans la région de Diffa : au moins 2500 personnes à Bosso et Toumour ont amélioré leurs connaissances

sur les mécanismes de protection en place et au moins 500 personnes survivantes de VBG ou autres violations de droits ont bénéficié d'une assistance appropriée.

Tableau I : résumé du projet

Titre du Projet :	" Réponse intégrée aux besoins urgents et prioritaires des populations déplacées internes et hôtes affecté.es par les crises sécuritaire et climatique à Diffa au Niger."	
Objectif Principal	Contribuer à la réponse humanitaire en sécurité alimentaire et en protection au Niger.	
Objectif spécifique	Renforcer la sécurité alimentaire/nutritionnelle et améliorer la protection des communautés au Niger.	80% des bénéficiaires déclarent que l'aide humanitaire est fournie de manière sûre, accessible, responsable et participative. 50% de la population cible a un score de consommation alimentaire (SCA) acceptable
Résultat 1	La sécurité alimentaire des femmes et des hommes est renforcée dans la région de Diffa.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Au moins 12 500 personnes sont capables de répondre à leurs besoins alimentaires de base grâce aux transferts monétaires reçus. Parmi ces ménages, il y aura 50% des femmes et 25% d'enfants. ▪ Au moins 70% de la population cible présente un index de stratégie d'adaptation (rCSI) ≤ 10 (soit 8750 individus) ▪ Au moins 250 enfants en état de malnutrition modérée sont identifiés et soignés grâce à l'initiative FARN
Résultat 2	Les femmes et les hommes ont un accès renforcé aux services de protection dans la région de Diffa.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Au moins 70% de la population ciblée (femmes/filles, hommes/garçons) ont une meilleure connaissance de leurs droits et un accès équitable aux services de protection (soit 2500 individus) ; ▪ Au moins 12 structures de protection mises en place ou renforcées fournissent une assistance adaptée aux besoins des survivant.es de GBV et autres violations des droits ; ▪ Au moins 500 personnes survivantes de VBG ou autres violations de droits ont bénéficié d'une assistance appropriée (matérielle ou financière) pour répondre à leurs besoins.

2. But de l'évaluation

Pour mieux apprécier la performance du projet et tirer les enseignements, une évaluation finale a été commanditée par OXFAM sur la période de juin à juillet 2025. Cette évaluation conduite par le Cabinet ETS-ARIF, vise les objectifs et résultats ci-dessous :

2.1. Objectif de l'évaluation

L'objectif global est d'apprécier les résultats réalisés, l'efficacité des stratégies adoptées et le niveau des effets induits par la mise en œuvre du projet. De façon spécifique, il s'agissait de :

- ❖ D'apprécier la pertinence, l'efficacité, l'efficiency, l'impact/les effets et la durabilité du projet. En particulier, apprécier quantitativement, mais aussi qualitativement les résultats/effets dans la zone d'intervention sur la base des questions clés qui sont adressées ci-dessous ;
- ❖ Fournir une appréciation quantitative et qualitative des raisons d'atteinte ou non des objectifs et résultats du projet et expliquer les variations entre les changements attendus et ceux réalisés ;
- ❖ Identifier et documenter les approches et méthodologies à impacts positifs en vue d'une mise à échelle de projets de même type ;
- ❖ Sur la base des résultats de l'évaluation, identifier et documenter des leçons apprises capitalisées à la suite de la mise en œuvre du projet et qui permettront d'alimenter les réflexions de formulation d'un futur projet similaire.
- ❖ Aider à apprécier les grandes lignes de la stratégie de sortie du projet et de la pérennisation des acquis.

2.2. Résultats attendus de l'évaluation

A la fin de la mission, les résultats ci-après sont attendus :

- ❖ L'évolution du projet et les changements induits sont documentés et partagés avec toutes les parties prenantes selon les critères d'évaluation (Appréciation et Jugement de la réalisation du projet selon les critères d'évaluation suivants : Pertinence, Efficacité, Efficiency, Viabilité/durabilité, Impact, partenariat, genre et réduction des inégalités).
- ❖ Les acquis et stratégies efficaces qui peuvent être consolidés ou mis à l'échelle sont connus et documentées ;
- ❖ Les leçons apprises du projet sont clairement documentées afin d'alimenter les réflexions de formulation des nouveaux projets ;
- ❖ Des recommandations pour des futures projets similaires sont formulées et validées par toutes les parties prenantes ;
- ❖ Un rapport d'évaluation est disponible avec des recommandations des bénéficiaires désagrégés, des autorités impliquées voire de tout autre acteur impliqué dans le projet.

En plus des objectifs et résultats déclinés ci-dessus, des critères d'évaluation ont été définis à savoir la pertinence, l'efficience, l'efficacité, l'impact, la durabilité, la réduction des inégalités, le niveau de prise en compte du genre et la qualité du partenariat. Et pour chaque critère d'évaluation, des questions clés avec des éléments d'analyse ont été définis pour mieux cerner les contours de cette évaluation (Cf. Tableau 2, dans la partie méthodologie).

3. Méthodologie

Notre approche méthodologique repose sur un cadre conceptuel solide et une méthode de collecte et d'analyse mixte, guidée par les critères et les questions d'évaluation.

3.1. Cadrage conceptuel

Le projet couvre les communes de Bosso et Toumour, dans le département de Bosso, région de Diffa. Cette évaluation suit une approche méthodologique mixte (quantitative et qualitative) pour mieux répondre aux questions abordées pour chaque critère d'évaluation. Le tableau ci-dessous présente les questions d'évaluation pour chaque critère, ainsi que les méthodes d'analyse appropriées :

Tableau 2 : méthode d'analyse des critères d'évaluation

Critères d'évaluation	Eléments clés d'analyse	Méthode d'analyse
Pertinence		
Est-ce que le projet correspond aux besoins des bénéficiaires ?	<p>Évaluer dans quelle mesure le projet était approprié pour le contexte dans lequel il a été mis en œuvre</p> <p>L'intervention du projet est-elle fondée sur une analyse des besoins réels et adéquate des groupes cibles ?</p> <p>Le projet est-il innovant et/ou complémentaire d'autres initiatives et projets déjà menés par d'autres acteurs de mise en œuvre ?</p> <p>Les activités proposées et mises en œuvre sont-elles bien adaptées pour répondre aux besoins identifiés et atteindre les objectifs fixés pour le projet ?</p>	<p>Analyse documentaire (document de projet, rapport d'évaluation des besoins, rapports PDM, etc.)</p> <p>Analyse des interviews avec les parties prenantes clés du projet (équipe de projet, acteurs municipaux, STD, Gestionnaires FARN, Mamans lumières)</p> <p>Analyse des discussions des groupes avec les bénéficiaires directs du projet (parents des enfants malnutris, accompagnants des survivantes, etc.)</p>
Efficience		
Est-ce que les ressources ont été utilisées de manière adéquate ? « le projet a-t-il été mis en œuvre de manière optimale ? »	<p>Les ressources (financières, matérielles et humaines) dédiées au projet ont-elles été suffisantes pour l'accomplissement des actions et l'atteinte des objectifs visés ?</p> <p>Est-ce que les résultats auraient pu être obtenus par d'autres moyens, à un coût moins élevé et dans les mêmes délais ? et même contexte ?</p>	<p>Analyse documentaire (document de projet, plan RH, budget du projet, ect.)</p> <p>Analyse des interviews avec les parties prenantes clés du projet (équipe de projet, acteurs municipaux, STD, Gestionnaires FARN, Mamans lumières)</p> <p>Analyse de la performance du projet (atteinte des résultats dans les délais), analyse couts-bénéfices et analyse de l'optimisation des ressources</p>

Efficacité		
Est-ce que les bénéficiaires utilisent les services du projet ?	Les activités planifiées ont-elles été exécutées dans le temps et ont permis d'atteindre les résultats escomptés ?	Analyse documentaire (document de projet, plan de travail, Plan MEAL, rapport intermédiaire du projet)
Quel est le niveau actuel des indicateurs de performance du cadre logique	<p>Comment le système MEAL a permis d'améliorer le pilotage du projet, grâce à la mise en place d'un dispositif de collecte, d'analyse, de traitement et de partage des connaissances ?</p> <p>La mise en œuvre du projet a-t-elle permis de</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Rendre les systèmes d'alerte précoce et de réponses aux urgences fonctionnels et efficaces ? ➤ Réduire l'impact de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans la zone du projet ? 	<p>Analyse des interviews avec les parties prenantes clés du projet (équipe de projet, acteurs municipaux, STD, Gestionnaires FARN, Mamans lumières)</p> <p>Analyse de la performance du projet à travers une appréciation des résultats du projet basés sur les indicateurs</p>
Impact		
Est-ce que le projet a changé les vies des groupes cibles ?	<p>Les principaux changements (positif/négatifs/attendus ou inattendus) induits par le projet chez les différents groupes cibles et les partenaires.</p> <p>Les changements induits par le projet sur les groupes cibles et les organisations/structures partenaires impliqués dans la mise en œuvre peuvent-ils se poursuivre au-delà de la durée du projet ?</p>	<p>Analyse documentaire (document de projet, rapport de capitalisation, rapport intermédiaire du projet)</p> <p>Analyse des interviews avec les parties prenantes clés du projet (équipe de projet, acteurs municipaux, STD, Gestionnaires FARN, Mamans lumières)</p> <p>Analyse des changements induits à travers le recueil des témoignages des participants au programme</p>
Durabilité/Viabilité		
Qu'est-ce qui restera après le départ du projet ?	- Les changements majeurs obtenus seront-ils maintenus, voire renforcés même après le projet ?	<p>Analyse documentaire (document de projet, rapport de capitalisation, rapport intermédiaire du projet, stratégie de sortie)</p> <p>Analyse des interviews avec les parties prenantes clés du projet (équipe de projet, acteurs municipaux, STD, Gestionnaires FARN, Mamans lumières)</p>
Reduction des Inégalités		
Le projet a-t-il contribué à réduire les inégalités en matière de sécurité des conditions de vie des ménages de la zone d'intervention (populations hôtes, populations déplacées... etc. ?		Analyse documentaire (examen du mécanisme de ciblage et d'inclusion, rapport du mécanisme de retour d'information, rapports d'incidents ou de protection)

	<p>Analyse des interviews avec les parties prenantes clés du projet (équipe de projet, acteurs municipaux, STD, Gestionnaires FARN, Mamans lumières)</p> <p>Analyse des perceptions des différents groupes, membres de la communauté (PDI hommes/femmes, hôtes hommes/femmes) et leaders d'opinion sur : a) Perception de l'équité dans l'accès, b) le sentiment de sécurité et c) les changements observés depuis l'intervention</p> <p>Observation directe sur le site (Visites de sites d'intervention pour observer les conditions de vie et vérification de l'accessibilité et de la qualité des services fournis)</p>
--	---

Genre

Comment nous travaillons avec l'égalité des genres dans la mise en œuvre du projet ? Comment est-ce que l'égalité de genre a été prise en compte dans la mise en œuvre du projet ?	Quels sont les enseignements tirés en termes d'intégration de l'égalité des genres en matière de justice ?	<p>Analyse différenciée femmes/hommes, adolescents et enfants sur l'accès aux transferts monétaires, à la culture potagère et aux services de protection.</p> <p>Analyse des indicateurs clés (SCA, rCSI, accès aux FARN) par sexe.</p> <p>Analyse des entretiens focalisés avec les « Mamans Lumières » pour documenter les contraintes, stratégies et besoins spécifiques liés au genre</p>
---	--	---

Qualité du partenariat

Dans quelle mesure le projet a pu impliquer un ensemble approprié d'organisations et de structures complémentaires avec le profil, l'expérience et l'expertise nécessaires pour mettre en œuvre	<p>Les perceptions et les attentes des partenaires en ce qui concerne le soutien offert par Oxfam & GARKUA et la collaboration avec ces organisations</p> <p>Comment Oxfam & GARKUA peuvent mieux faire pour répondre à ces attentes pour un futur projet similaire ?</p> <p>Comment les partenaires et les personnels d'Oxfam & GARKUA perçoivent-ils le partenariat établi en ce qui concerne le niveau de confiance, la transparence et l'équilibre des pouvoirs ?</p>	<p>Analyse des interviews avec les parties prenantes clés du projet (équipe de projet, Equipe ANDD Garkua, acteurs municipaux, STD, Gestionnaires FARN, Mamans lumières)</p>
---	---	--

avec succès tous les aspects du projet	Comment le portefeuille de partenaires et leur combinaison ont contribué aux objectifs du projet et renforcé sa stratégie ?	
	Quelle est la valeur ajoutée d'Oxfam & GARKUA comme partenaires de mise en œuvre dudit projet ?	

En outre, l'approche quantitative s'est concentrée en premier lieu sur l'analyse des indicateurs et la réponse à certaines questions d'évaluation clés ayant permis de mieux apprécier l'atteinte des résultats du projet (en termes notamment d'efficacité et d'efficience) mais aussi et surtout de documenter les changements induis par le projet. Le tableau suivant résume les méthodes de collecte utilisées pour mesurer chaque indicateur.

Tableau 3 : méthode de collecte et de calcul des indicateurs

Indicateurs	Méthode de collecte	Méthode de calcul
80% des bénéficiaires déclarent que l'aide humanitaire est fournie de manière sûre, accessible, responsable et participative.	Enquête d'opinion auprès d'un échantillon représentatif des bénéficiaires	Indicateur composite ECHO : 8 questions relatives à la sûreté, l'accessibilité, la responsabilité et la participation. Unité de mesure : pourcentage (de bénéficiaires individuels) Calcul : chacune des huit questions permet une seule réponse. Pour calculer l'indicateur final il suffit d'additionner le nombre de réponses positives/préférées (« OUI, TOTALEMENT » et « PLUTÔT OUI » pour toutes les questions (sauf MEA 2 ; pour MEA 2, les réponses « positives » sont « PAS VRAIMENT » et « PAS DU TOUT ») et en le divisant par le nombre total de réponses à la question (excluant les non-réponses).
50% de la population cible a un score de consommation alimentaire (SCA) acceptable	Enquête ménage SCA auprès d'un échantillon représentatif des ménages bénéficiaires	1) Pour calculer le SCA, pour chaque répondant, multipliez la fréquence de consommation obtenue pour chaque groupe alimentaire par son « poids » (standard PAM). 2) Pour chaque personne interrogée, faites la somme des scores pondérés des groupes d'aliments, ce qui donne alors son score de consommation alimentaire (SCA). 3) En fonction de la valeur du SCA, indiquez le pourcentage de ménages ayant un SCA "pauvre" (scores de 0-21), un SCA "limite" (scores de 21,5 - 35), et un SCA "acceptable" (scores de plus de 35). 4) Pour calculer le pourcentage de ménages dont le SCA est "acceptable", divisez le nombre de ménages dont le SCA obtenu est supérieur à 35 par le nombre total de ménages interrogés. Multipliez le résultat par 100 pour le convertir en pourcentage.

Au moins 12 500 personnes sont capables de répondre à leurs besoins alimentaires de base grâce aux transferts monétaires reçus. Parmi ces ménages, il y aura 50% de femmes et 25% d'enfants.	Enquête ménage auprès d'un échantillon représentatif des ménages bénéficiaires	Méthode de calcul mixte : 1) Données secondaires : à travers la liste des personnes touchées par les activités de Cash transfert 2) Données primaires : à travers le décompte du nombre des personnes ayant répondu « oui » à la question suivante : 3) Triangulation et analyse basée sur le nombre de personnes touchées et les réponses des répondant à travers l'enquête
Au moins 70% de la population cible présente un index de stratégie d'adaptation (rCSI) <=10 (soit 8750 individus)	Enquête ménage RCSi auprès d'un échantillon représentatif des ménages bénéficiaires	1) Lors de l'analyse des données, pour chaque stratégie d'adaptation, multipliez la "fréquence" par le "poids de gravité" attribué, obtenant ainsi un "score pondéré" pour chaque stratégie. 2) Additionner les scores de toutes les stratégies évaluées pour obtenir le score rCSI du ménage. Un score élevé signifie un recours important à des stratégies d'adaptation négatives et donc une insécurité alimentaire accrue (le score maximum pour l'ICDR est de 56 ; cela se produirait si un ménage utilisait les cinq stratégies tous les jours au cours des sept derniers jours). 3) Calculer les valeurs de l'indicateur : Pour calculer la valeur moyenne de l'ICDR, il faut additionner les scores de l'ICDR de tous les ménages interrogés et diviser ce résultat par le nombre total de ménages interrogés. Pour calculer la valeur médiane de l'ICDR, classer tous les scores ICDR des ménages par ordre croissant et identifier la valeur médiane (ou faire la moyenne des deux valeurs médianes si le nombre de ménages est pair).
Au moins 250 enfants en état de malnutrition modérée sont identifiés et soignés grâce à l'initiative FARN	Examen des données de suivi de routine du programme compléter par une triangulation auprès des parents des bénéficiaires	Décompte du nombre d'enfants en état de malnutrition modérée touchés, moyennant un examen des données secondaire
Au moins 70% de la population ciblée (femmes/filles, hommes/garçons) ont une meilleure connaissance de leurs droits et un accès équitable aux services de protection (soit 2500 individus) ;	Enquête d'opinion auprès d'un échantillon représentatif de bénéficiaires	Indicateur composite comportant 6 dimensions de mesure : 1) Connaissance générale des droits humains. Critère de validation : La personne identifie spontanément ou reconnaît au moins un droit fondamental lié à la protection 2) Connaissance de l'égalité des sexes en matière de droits. Critère de validation : [Répond positivement et sans ambiguïté à la question sur l'égalité des droits entre sexes] 3) Connaissance de l'existence des services de protection. Critère de validation : [Est capable de dire « oui » à la question sur l'existence de ces services, même sans les nommer]

		<p>4) Connaissance des mécanismes d'accès. Critère de validation : [Peut décrire un point d'entrée (centre communautaire, chef de site, organisation, numéro, etc.) ou une procédure simple]</p> <p>5) Identification d'au moins une structure ou acteur de protection. Critère de validation : [Répond de manière précise en nommant une structure ou acteur actif localement]</p> <p>6) Perception de l'équité d'accès et confiance dans les services. Critère de validation : [Répond positivement aux questions sur l'équité d'accès et/ou exprime sa confiance dans les services disponibles]</p> <p>Seuil de validation : Pour être comptée dans le numérateur de l'indicateur, une personne doit valider au moins 4 dimensions sur 6, ce qui constitue un niveau suffisant de connaissance et de confiance dans l'accès aux services de protection</p>
Au moins 12 structures de protection mises en place ou renforcées fournissent une assistance adaptée aux besoins des survivant.es de GBV et autres violations des droits ;	Interview et vérification des sites couplés avec une triangulation auprès des bénéficiaires	Décompte du nombre mises en place ou renforcées basé sur l'observation et un examen des données secondaire (rapport / PV de mise en place des structures de protection)
Au moins 500 personnes survivantes de VBG ou autres violations de droits ont bénéficié d'une assistance appropriée (matérielle ou financière) pour répondre à leurs besoins	Examen des données de suivi de routine du programme complété par une triangulation auprès des bénéficiaires et/ou leur proxy (souvent les accompagnant)	Décompte du nombre personnes survivantes de VBG ou autres violations de droits, moyennant un examen des données secondaire (rapport de protection)

3.2. Stratégie d'échantillonnage

Pour la méthode quantitative, la stratégie d'échantillonnage aléatoire simple a été appliquée afin de garantir une représentativité statistique robuste des résultats. Le calcul de la taille de l'échantillon est performé via Survey Monkey¹, selon la formule suivante :

¹ <https://fr.surveymonkey.com/mp/sample-size-calculator/>

$$\text{Taille de l'échantillon} = \frac{\frac{z^2 \times p (1-p)}{e^2}}{1 + \left(\frac{z^2 \times p (1-p)}{e^2 N} \right)}$$

- N = taille de la population
- e = marge d'erreur (pourcentage sous forme décimale) : 5%
- z = z-score : 1.96
- p = proportion estimée : 0.5

Ainsi, sur la base d'une population cible de **15 000 personnes** (déplacés internes & hôtes) sur Bosso et Toumour, un échantillon de 375 individus (soit approximativement **412** individus, en majorant ce chiffre d'un taux pour non-réponse de 10 %) est nécessaire pour obtenir des données significatives. Cet échantillon est réparti proportionnellement à la taille de la population de chaque commune, selon le profil des participants et selon le sexe (Cf. tableau 4, dans la partie collecte des données).

Pour la méthode qualitative, l'échantillon prévu a consisté à un total de

- 18 interviews structurées avec les parties prenantes clés notamment l'équipe du projet, les services techniques déconcentrés et le partenaire de mise en œuvre Garkua.
- 12 discussions de groupe (réunissant en moyennant 8 participants par discussion) séparées par sexe et par commune, avec les communautés déplacées, réfugiées et hôtes
- 8 récits de changement avec les femmes bénéficiaires des services de protection et de nutrition

3.3. Formation des enquêteurs et collecte des données

3.3.1. Formation des enquêteurs

Une session intensive de 2 jours de formation (30 juin et 01 juillet) a été organisée au profit de 11 enquêteurs (5 femmes et 6 hommes) pour approfondir la maîtrise des outils de collecte, l'usage de Kobo Collect et le respect des standards éthiques et protocoles. Au cours de la 2^e journée, les enquêteurs ont procédé à un prétest des outils sur le site de Awaridi auprès de 20 participants pilotes afin de permettre aux enquêteurs de pratiquer les outils dans des situations réelles, mais aussi d'identifier et corriger les imprécisions, ambiguïtés et/ou difficultés logistiques ou organisationnelle.

3.3.2. Collecte des données sur le terrain

La collecte des données s'est déroulée sur la période du 04 au 09 juillet, dans les 2 communes d'intervention du projet. Les données quantitatives ont été numérisées sur la plateforme KoboCollect afin de minimiser les biais relatifs à la collecte des données. Les données qualitatives quant à elles ont été recueillies directement sur papier. Les tableaux ci-dessous présentent respectivement les résultats de la collecte des données quantitative et qualitative comparativement à l'échantillon prévu.

Tableau 4 : Echantillon prévu vs échantillon réalisé pour les données qualitatives

Communes	Statut	Echantillon prévu			Echantillon réalisé		
		Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
Bosso	Hôtes	32	47	79	30	50	80
	Déplacés	18	26	44	14	21	35
	Refugiés	14	21	35	14	22	36
Toumour	Hôtes	51	76	127	56	71	127
	Déplacés	28	43	71	22	38	60
	Refugiés	22	34	56	40	32	72

Commentaire : Au total un échantillon de 410 ménages sur 412 prévus a été couvert.

Tableau 5 : Echantillon prévu vs échantillon réalisé pour les données qualitatives

Acteurs concernés	Méthode de collecte	Echantillon prévu	Echantillon réalisé
Equipe projet Oxfam	Interview semi-structurés	1	1
Equipe projet GARKUA	Interview semi-structurés	1	1
Mairies	Interview semi-structurés	2	1
Gestionnaires des FARN	Interview semi-structurés	4	2
Mamans Lumières	Interview semi-structurés	4	4
Services techniques déconcentrés (agriculture, protection, santé)	Interview semi-structurés	4	4
Membres/ménages bénéficiaires	Focus-group discussion	12	12
Parents des enfants traités pour malnutrition	Récits de changement	4	2
Accompagnants / survivantes VBGs	Récits de changement	4	2



Photo 1 : Enquête ménage de communauté Hôtes et déplacés / Commune de Toumour



Photo 2 : Focus group Femme et Homme de communauté Hôtes / Commune de Toumour

3.4. Gestion des risques sécuritaires et éthique

En matière de gestion de la sécurité, l'équipe d'évaluation s'est conformée aux mesures de sécurité en vigueur au niveau de la région ainsi qu'aux directives sécuritaires d'OXFAM. Les questions telles que la collecte des données éthiques, les itinéraires pour la collecte, le protocole de communication d'urgence ont été pris en compte lors de la formation des enquêteurs et tout au long de la collecte des données sur le terrain.

3.5. Traitement et analyse des données

A l'issue de la collecte, les données quantitatives et qualitatives ont suivi un processus de traitement et d'analyse différencié.

Les données quantitatives préalablement exportées et traitées sur Excel, ont suivi une analyse descriptive détaillée (fréquences, moyennes, écarts-types) pour chaque indicateur, désagrégées par genre et statut (déplacé/hôte) assortis des tableaux et des graphiques par indicateur. En parallèle, les données qualitatives issues des entretiens et de focus groups ont été transcrites sur un Ms Word puis importées vers l'application d'analyse MAXQDA² afin de suivre un processus en trois étapes : Traitement – codification – Analyse selon un plan mixte inductif pour dégager des tendances des thèmes émergents et vérifier les hypothèses de départ. Au total, 242 paragraphes/Segments d'interviews et de discussions des groupes ont été codifiées et analysées (Cf. Liste des codes en annexe 6 du rapport). Ces résultats statistiques et thématiques sont présentés dans la section « Résultats et analyse » du présent rapport.

3.6. Défis et limites liées à l'étude

L'un des défis majeurs auquel l'équipe d'évaluation s'est heurtée dans la conduite de cette évaluation, est sans doute le défi sécuritaire limitant ainsi, le temps de la collecte et influençant la période impartie à l'étude. En effet, plusieurs facteurs ont pesé durant ce processus :

- **L'autorisation de voyage**, pour garantir un accès sécurisé aux sites, l'équipe d'évaluation doit se soumettre au protocole sécuritaire en place à l'échelle de la région. Cependant, l'obtention de cette autorisation a pris un délai d'une semaine, avec l'appui d'OXFAM.
- **Le temps réellement imparti pour la collecte, réduit** pour des raisons sécuritaires (08h00 - 14h00) soit 6 heures de temps seulement dans la journée sur le site (incluant le temps de pause) avec un système quotidien d'aller-retour, du chef-lieu des communes aux sites,
- **La dispersion des bénéficiaires** notamment pour le cas des populations réfugiés et des déplacés au niveau des sites. Malgré, l'information préalable des communautés sur le plan de collecte des données, il a fallu une mobilisation forte des acteurs locaux notamment les informateurs clés pour faciliter l'accès aux participants cibles du projet.

4. Résultats et analyses

La présente section présente les principaux résultats de l'évaluation finale du projet AECID, à travers une analyse par critère d'évaluation, la documentation des principaux enseignements tirés, une description des défis majeurs encourus ainsi que les principales recommandations.

4.1. Analyse de la pertinence

Le projet a démontré sa pertinence et son adaptation aux contextes spécifiques de Bosso et Toumour, en tenant compte des défis économiques, sociaux, sécuritaires et environnementaux auxquels sont confrontées les populations vulnérables d'une part, mais aussi et étant innovant et complémentaire dans la conception et sa mise en œuvre.

² MAXQDA est un logiciel d'analyse de données qualitatives conçu pour aider les chercheurs à organiser, analyser et interpréter des données textuelles, audio, vidéo et visuelles. Il offre une large gamme d'outils pour le codage, la transcription, l'analyse de contenu et la visualisation des données, permettant une gestion efficace des projets de recherche complexes

4.1.1. Un projet répondant aux aspirations des bénéficiaires eu égard aux défis du contexte

Selon plusieurs sources au niveau primaire, le projet a pris en compte les conditions économiques précaires des bénéficiaires en fournissant un soutien pour l'accès aux produits de première nécessité, en particulier pendant les périodes de soudure (KII OXFAM, Pos. 27). Des initiatives telles que le cash inconditionnel et les activités génératrices de revenus (AGR) ont contribué à réduire la souffrance des populations et à renforcer leur résilience économique (KII ML Toumour 1, Pos. 91-102) et (KII OXFAM, Pos. 27, Pos. 37).

Sur le plan social, le projet a promu la cohésion sociale entre les différents groupes communautaires, notamment les déplacés internes, les réfugiés et les populations hôtes (KII ML Bosso 2, Pos. 80). Des activités mixtes, des espaces partagés et des messages axés sur la solidarité et le respect mutuel ont contribué à réduire les tensions sociales et à favoriser le vivre-ensemble (KII ML Toumour 1, Pos. 84-88). Le projet a également pris en compte les besoins spécifiques des femmes et des enfants en matière de protection, en mettant en place des comités de protection, en offrant un cash de protection aux victimes de violence basée sur le genre (VBG) et en distribuant des kits de dignité (KII Protection Toumour, Pos. 28).

En ce qui concerne le contexte sécuritaire, le projet a adapté ses stratégies pour assurer l'accès aux populations vulnérables, en tenant compte des consignes des autorités et d'OXFAM également (KII OXFAM, Pos. 31-35). Des mesures telles que la demande d'autorisation préalable, le suivi des itinéraires les plus fréquentés et la collaboration avec les chefs traditionnels ont permis de minimiser les risques et de mener à bien les activités. De plus, le projet a contribué à atténuer certains effets de l'insécurité en offrant des alternatives aux populations, comme l'achat de bois de chauffage grâce au cash, réduisant ainsi les risques d'enlèvement lors de la collecte de bois (KII Protection Bosso, Pos. 33-34)

Enfin, le projet a démontré sa sensibilité aux conditions environnementales et climatiques en promouvant l'utilisation d'engrais organiques et en sensibilisant les producteurs aux alternatives écologiques (KII Agriculture, Pos. 33).

4.1.2. Un projet complémentaire et innovant

L'analyse de la complémentarité et de l'innovation du projet révèle une approche nuancée, où la consolidation des acquis et l'adaptation aux contextes locaux prennent sur la rupture radicale. Bien que le projet ne se positionne pas comme fondamentalement novateur, il intègre des éléments d'innovation ciblés qui répondent à des besoins spécifiques et combinent des lacunes existantes.

Complémentarité prédominante : Le projet s'inscrit dans une continuité d'interventions menées par Oxfam, notamment à travers les projets DIP ECHO et RECO SOC, et d'autres acteurs (CICR, ACTED) dans la région de Diffa, (KII OXFAM, Pos. 42-43). Il consolide les acquis en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, en renforçant les mécanismes d'alerte et en appuyant les populations sinistrées et déplacées (KII GARKUA, Pos. 40). La redynamisation des FARN à Bosso et la mise en place de nouvelles FARN à Toumour témoignent de cette approche complémentaire, visant à pérenniser les actions entreprises. Le projet s'est efforcé de combler les lacunes laissées par le retrait de certaines organisations, tout en reconnaissant qu'il ne pouvait pas couvrir tous les besoins.

Enfin, dans la quête d'une meilleure coordination et synergie d'actions à l'échelle de la région, le projet a fortement contribué dans la dynamique des groupes techniques de travail protection (GTPE) et sécurité alimentaire (GT SECAL) à travers respectivement l'établissement et la dissémination d'une

cartographie des risques de protection dans les communes de Bosso et de Toumour et le partage des données sur les distributions périodiques du Cash et les appuis aux agriculteurs maraîchers.

Innovations ciblées et adaptées : L'innovation la plus notable réside dans l'introduction du "cash protection", une modalité d'assistance financière destinée aux victimes de VBG, d'incendies ou de rejet social [(KII Protection Toumour, Pos. 40), (KII Protection Bosso, Pos. 38)]. Cette approche permet de répondre aux besoins immédiats des personnes affectées et de faciliter leur accès aux services de soins et de réintégration. Une autre innovation, dans le domaine de la sécurité alimentaire, est l'initiation de la culture de l'oignon dans les zones d'intervention du projet, contribuant ainsi à diversifier les productions agricoles et à améliorer les revenus des producteurs (KII Agriculture, Pos. 42).

Adaptation et flexibilité : Un aspect important à souligner est la capacité du projet à s'adapter aux réalités locales et aux préférences des bénéficiaires. L'exemple de l'abandon de la culture hors-sol au profit de la culture sur sol illustre cette flexibilité et cette volonté de tenir compte des connaissances et des pratiques des populations [(KII OXFAM, Pos. 49), (KII GARKUA, Pos. 30)]. Ce choix, motivé par la disponibilité de terres et le manque d'expérience en culture hors-sol, a permis d'assurer une meilleure appropriation du projet par les bénéficiaires.

En conclusion, le projet se caractérise par une approche pragmatique, privilégiant la consolidation des acquis et l'adaptation aux contextes locaux. L'innovation, bien que présente, est ciblée et vise à répondre à des besoins spécifiques et à améliorer l'efficacité des interventions.

4.2. Analyse de l'efficience

L'analyse de l'efficience du projet, basée sur les segments fournis, révèle un tableau mitigé où des succès notables côtoient des défis persistants. Plusieurs segments soulignent que les ressources disponibles ont permis d'atteindre des résultats appréciables, notamment en termes de sensibilisation, de dépistage et d'implication communautaire [(KII ML Toumour 2, Pos. 48), (KII ML Bosso 1, Pos. 43-46)]. Comme points forts ressortis, on note :

- **Atteinte des objectifs Initiaux :** Plusieurs témoignages convergent pour affirmer que les ressources allouées ont permis d'atteindre des résultats "appréciables" dans des domaines clés tels que la sensibilisation, le dépistage et l'implication communautaire (KII ML Bosso 1, Pos. 43-46). Cette reconnaissance suggère une adéquation initiale entre les objectifs fixés et les moyens déployés.
- **Planification et Suivi Rigoureux :** L'équipe du projet en collaboration avec le partenaire GARKUA met en œuvre une planification mensuelle détaillée, avec des TDR (Termes De Référence) précis pour chaque activité, et assure un suivi régulier sur le terrain. Cette approche structurée favorise une gestion efficiente des ressources et une exécution conforme aux objectifs. Le suivi rigoureux et stratégique a permis une bonne réalisation dans les délais et le respect du budget (KII OXFAM, Pos. 56).
- **Adéquation des Ressources aux Besoins Identifiés :** Dans certains contextes (cas des activités de sensibilisation, de dépistage et d'engagement communautaire), les ressources se sont avérées suffisantes pour couvrir les besoins identifiés, englobant les aspects humains, matériels et financiers (KII Protection Toumour, Pos. 48). Cette adéquation témoigne d'une planification efficace et d'une allocation judicieuse des ressources.
- **Complémentarité et Flexibilité :** L'équipe a su faire preuve de flexibilité en ajustant l'allocation des ressources entre les différentes composantes du projet, optimisant ainsi

l'utilisation des fonds disponibles (KII GARKUA, Pos. 54). Cette capacité d'adaptation est essentielle pour faire face aux imprévus et maximiser l'impact du projet.

Cependant, comme annoncé plus haut, plusieurs défis et contraintes affectent l'efficience du projet dont entre autres :

- **Insuffisance des Ressources Financières** : Malgré les succès enregistrés, plusieurs témoignages soulignent que les montants alloués sont parfois insuffisants pour couvrir l'ensemble des activités de proximité, notamment dans les zones éloignées (KII FARN Bosso 2, Pos. 72-80). Cette contrainte financière limite la portée du projet et compromet sa capacité à atteindre les populations les plus vulnérables.
- **Ruptures de matériels de dépistage** : Des ruptures ponctuelles d'intrants de dépistage (sceaux, MUAC, Balance, fiche de suivi) ainsi que les difficultés d'approvisionnement en aliments locaux pour les démonstrations culinaires ont été rapportées, en particulier lors des campagnes intensives et dans les zones à forte concentration de déplacés (KII FARN Bosso 2, Pos. 72-80). Ces problèmes logistiques entravent la mise en œuvre des activités et affectent l'efficacité et l'efficience du projet.
- **Démotivation des Relais Communautaires** : La faible motivation des relais communautaires constitue un défi majeur pour l'efficience du projet (KII CSI, Pos. 39). Ce manque d'engagement peut être attribué à divers facteurs, tels que le manque de reconnaissance, les difficultés de déplacement et l'insuffisance des incitations financières.
- **Charge de Travail Excessive et Couverture Incomplète** : Le nombre limité de relais disponibles par rapport à l'étendue des besoins dans certaines zones entraîne une charge de travail excessive pour les acteurs de terrain et une couverture incomplète des populations cibles (KII FARN Bosso 2, Pos. 72-80). Cette situation compromet la qualité des interventions et limite l'impact du projet.

En conclusion, l'efficience du projet est tributaire d'une gestion rigoureuse des ressources, d'une adaptation constante aux réalités du terrain et d'un engagement soutenu des acteurs communautaires. En renforçant la logistique, en améliorant la motivation des relais et en assurant une planification budgétaire plus souple, il est possible d'optimiser l'impact du projet et d'améliorer les conditions de vie des populations vulnérables.

4.3. Analyse de l'efficacité

Dans cette partie, nous apprécierons l'efficacité à deux niveaux : d'une part, sur le plan des réalisations physiques du projet (aussi bien programmatique que financière) et d'autres part, sous l'angle des indicateurs à travers une analyse des progrès vers l'atteinte des résultats du projet.

4.3.1. Bilan physique des activités du projet

Au niveau du bilan programmatique, sur le paquet de la vingtaine d'activités prévues, 100% ont été réalisées. Aucune difficulté majeure n'a été relevée par l'équipe programme (OXFAM ou Garkua), en dehors des activités du plan des missions relatives aux mesures de sécurité en vigueur pour les déplacements dans la région de Diffa.

Tableau 6 : bilan physique des activités

N°	Activités	Degré de priorité */**/***	Statut
RI : La sécurité alimentaire des femmes et des hommes est renforcée dans la région de Diffa.			
1	<i>RI.A1. Ciblage</i>	***	<input checked="" type="checkbox"/>
2	<i>RI.A2. Etude de marche</i>	***	<input checked="" type="checkbox"/>
3	<i>RI.A3. Enquête nutritionnelle</i>	***	<input checked="" type="checkbox"/>
4	<i>RI.A4. Distribution CASH</i>	***	<input checked="" type="checkbox"/>
5	<i>RI.A4. Commission de transfert (4%)</i>	***	<input checked="" type="checkbox"/>
6	<i>RI.A4. Frais divers lors des distributions (dispatching, reconditionnement, délimitation des sites, rafraîchissement, location, journaliers, etc)</i>	***	<input checked="" type="checkbox"/>
7	<i>Évaluation des besoins et évaluation sécuritaire</i>	***	<input checked="" type="checkbox"/>
8	<i>Contribution Frais Licence système LMMS pour la distribution</i>	***	<input checked="" type="checkbox"/>
9	<i>Suivi de qualité & PDM</i>	***	<input checked="" type="checkbox"/>
10	<i>Mise en place d'un mécanisme de redevabilité</i>	***	<input checked="" type="checkbox"/>
11	<i>Evaluation finale</i>	***	<input checked="" type="checkbox"/>
12	<i>RI.A5. Appui à la Culture potagers hors sol (intrants et matériels)</i>	***	<input checked="" type="checkbox"/>
13	<i>RI.A5. Formation technique des ménages sur la culture hors sol</i>	***	<input checked="" type="checkbox"/>
14	<i>RI.A6. Evaluation des FARN</i>	***	<input checked="" type="checkbox"/>
15	<i>RI.A6. Mise place des FARN (Foyer d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle)</i>	***	<input checked="" type="checkbox"/>
16	<i>RI.A7. Sensibilisation sur la prévention de la malnutrition y compris démonstration culinaire</i>	***	<input checked="" type="checkbox"/>
R2 : Les femmes et les hommes ont un accès renforcé aux services de protection dans la région de Diffa			
17	<i>R2.A1. Evaluation des risques de protection</i>	**	<input checked="" type="checkbox"/>
18	<i>R2.A2. Cartographie des services de protection et dissémination des informations sur les services et les mécanismes de référencements existantes</i>	**	<input checked="" type="checkbox"/>
19	<i>R2.A3. Mise en place/redynamisation, équipements et renforcement des capacités des structures communautaires de protection.</i>	**	<input checked="" type="checkbox"/>

20	<i>R2.A4. Organisation des sessions de sensibilisation sur les questions de protection (VBG, Exploitation Abus Sexuel)</i>	**	<input checked="" type="checkbox"/>
21	<i>R2.A5. Kits de dignité</i>	**	<input checked="" type="checkbox"/>
22	<i>R2.A5. Cash protection</i>		<input checked="" type="checkbox"/>
23	<i>Commission de transfert (4%)</i>	**	<input checked="" type="checkbox"/>
24	<i>Communication Media et Visibilités</i>	**	<input checked="" type="checkbox"/>
25	<i>Audit final cabinet international</i>	**	<input checked="" type="checkbox"/>

4.3.2. Analyse de la performance du projet basée sur les indicateurs

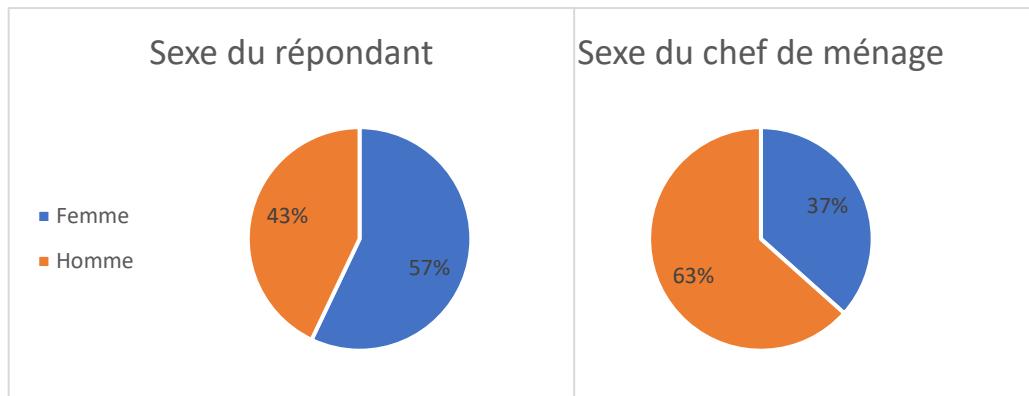
4.3.2.1. Profils socio-économiques des ménages enquêtés

L'analyse des profils socio-économiques des ménages enquêtés est un exercice important qui permet au lecteur de mieux comprendre la population objet de l'évaluation dans sa diversité, selon les principales catégories déterminées. Dans le cadre de cette évaluation, le sexe (du répondant et du chef de ménage), l'âge (du répondant), la commune, le statut de résidence du ménage et les sources de revenus sont les principales catégories retenues. Elles permettent de comprendre les sous-groupes homogènes pour une analyse basée sur le genre et la diversité.

➤ **Répartition des enquêtés selon le sexe et la résidence**

Les enquêtes quantitatives ont concerné 410 ménages (sur 412 prévus) dans les deux communes d'intervention du projet, avec 63% des enquêtés à Toumour contre 37% à Bosso (voir tableau I en dessous). Si les répondants sont à majorité des femmes (57%), le graphique I montre que la répartition des ménages selon le sexe est à l'image de l'ensemble des ménages bénéficiaires à raison des deux tiers (au moins) qui sont de sexe masculin.

Graphique I : Répartition des enquêtés selon le sexe du répondant et le sexe du chef de ménage



Cependant, les femmes cheffes de ménage sont plus représentées dans la commune de Bosso (48% du total des ménages à Bosso) comparativement à Toumour (30%). Quant à la répartition des ménages selon le statut de déplacement, on note que la majorité (50% soit 205 ménages) sont des résidents

suivis de 26% qui sont des réfugiés et 23% de déplacés internes. Parmi les résidents, nous avons enregistré 2 ménages qui sont des retournés (voir tableau ci-après).

Tableau 7 : Répartition des enquêtés selon le sexe et la résidence

Sexe	Bosso	Toumour	Déplacés	Réfugiés	Résident	Retournés
Femme	48%	30%	44%	29%	38%	0%
Homme	52%	70%	56%	71%	62%	100%
Nombre par catégorie	151 (37% total)	259 (63% total)	95 (23% total)	108 (26% total)	205 (50% total)	2 (1% du total)

➤ **Répartition des enquêtés selon l'âge et le sexe**

La tranche d'âge de 35 à 59 ans est la classe majoritaire parmi les enquêtés, que ce soit au niveau des hommes ou des femmes. En effet, le tableau 2 ci-après montre que les jeunes de moins de 35 ans ne représente que 17% des enquêtés. Cela est compréhensible puisque l'enquête a concerné surtout les chefs de ménage ou leur représentant.

Tableau 8 : Répartition des enquêtés selon l'âge et le sexe

Classe d'âge	Femme	Homme	Total général
18-24 ans	4%	1%	3%
25-34 ans	18%	10%	14%
35-59 ans	58%	61%	59%
60 ans ou plus	20%	28%	23%
Tous les enquêtés	57%	43%	100%

Le tableau 9 complète la distribution par classes d'âge du tableau 8 en décrivant des indicateurs statistiques (moyenne, médiane, écart-type et valeurs extrêmes) pour chaque sexe. Ainsi, l'on constate que la moyenne d'âge des enquêtés est de 47 ans (médiane : 46 ans) pour l'ensemble. Les hommes interrogés sont en moyenne plus âgés : 50,5 ans contre 44,6 ans chez les femmes. Cette différence se retrouve dans le tableau 8 : 28 % des hommes ont 60 ans ou plus, contre 20 % des femmes, alors que la tranche 35-59 ans est majoritaire pour les deux sexes. La valeur minimale est de 18 ans (femme), et la valeur maximale est de 90 ans (femme), tandis que les hommes vont de 20 à 80 ans. Ces extrêmes confirment la dispersion plus élevée chez les femmes (écart type de 14,3 contre 12,9 chez les hommes).

Tableau 9 : Age des enquêtés selon le sexe :

Sexe	Moyenne	Médiane	Min.	Max.	Écartype
Femme	44.6	41.0	18.0	90.0	14.3
Homme	50.5	50.0	20.0	80.0	12.9
Total général	47.1	46.0	18.0	90.0	14.0

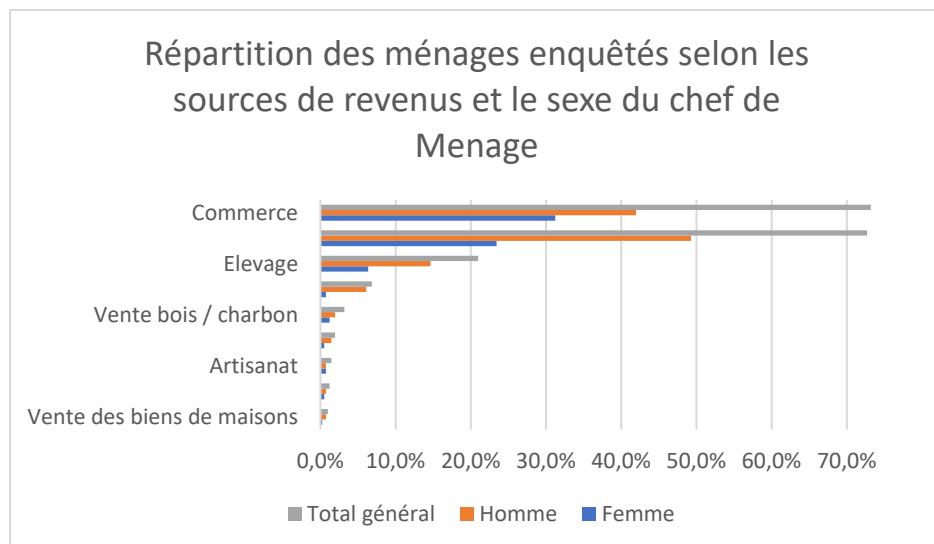
➤ **Répartition des ménages enquêtés selon la source de revenus**

Les résultats de l'enquête montrent que la survie économique des ménages repose essentiellement sur le commerce et l'agriculture. Les cheffes de ménage s'orientent principalement vers le commerce, tandis que les hommes restent majoritaires dans les activités agricoles, l'élevage et celles demandant davantage de force physique. En effet le graphique 2 montre une dominance du commerce et de l'agriculture : sur les 410 ménages recensés, environ trois quarts déclarent tirer une partie de leur revenu du commerce (300 ménages) et un nombre presque équivalent de l'agriculture (298 ménages).

Ces deux activités sont donc au cœur de l'économie locale. Comme un ménage peut cumuler plusieurs activités, ces proportions se chevauchent. Les différences entre les hommes et les femmes peuvent aussi être analysées à plusieurs niveaux :

- Petit commerce : plus fréquemment déclarée par les cheffes de ménage. Près de 85 % des femmes interrogées (128 sur 151) déclarent la pratiquer, contre environ deux tiers des hommes (172 sur 259).
- Agriculture : davantage pratiquée par les hommes, environ 78 % des chefs de ménage masculins (202 sur 259) et 64 % des cheffes féminines (96 sur 151) déclarent travailler la terre.
- Elevage : déclaré par 86 ménages, majoritairement des hommes (60) contre 26 femmes.
- Pêche et travaux lourds : des activités telles que la pêche, la maçonnerie et la vente de bois/charbon sont dominées par des hommes. Par exemple, 25 hommes contre seulement 3 femmes pratiquent la pêche, et 8 hommes contre 5 femmes vendent du bois ou du charbon.
- Services et artisanat : ces activités (5 ménages en services et 6 en artisanat) sont peu représentées et relativement équilibrées entre femmes et hommes.

Graphique 2 : Répartition des ménages enquêtés selon les sources de revenus et le sexe du chef de ménage



Lorsque l'on s'intéresse à la répartition selon le statut résidentiel (voir tableau 10), les tendances expliquées au-dessus restent les mêmes.

Tableau 10 : Répartition des ménages selon les principales sources de revenus

Principales sources de revenus	Fem me	Hom me	Bos so	Tou m our	Deplac ees	Réfug iés	Résid ent	Retour nés	Total général
Vente des biens de maisons	1	3	2	2	0	1	3	0	4
Prestation de service	2	3	1	4	0	1	4	0	5
Artisanat	3	3	0	6	0	2	4	0	6
Maçonnerie	2	6	4	4	1	2	5	0	8
Vente bois / charbon	5	8	3	10	7	3	3	0	13
Pêche	3	25	14	14	6	6	16	0	28
Elevage	26	60	35	51	25	16	43	2	86
Agriculture	96	202	106	192	69	69	158	2	298

Commerce	128	172	120	180	73	87	140	0	300
----------	-----	-----	-----	-----	----	----	-----	---	-----

4.3.2.2. Score de consommation Alimentaire (Indicateur OS.2 : 50% de la population cible a un score de consommation alimentaire (SCA) acceptable)

L'analyse des données recueillies montrent que les objectifs fixés par le projet en matière de sécurité alimentaire ont été atteints, voire dépassés. En effet, la très grande majorité des ménages ont atteint un score de consommation alimentaire acceptable, dépassant largement le seuil de 50% fixé par l'indicateur. Cependant, des disparités subsistent selon les localités (Bossou est plus vulnérable) et le statut des ménages (les déplacés internes et les rares retournés présentent les scores les plus faibles). Ce qui souligne l'importance de cibler ces groupes dans les prochaines actions de sécurité alimentaire et nutritionnelles.

Comme présenté sur le tableau, au total, 85,1 % des ménages présentent un SCA acceptable, 12,9 % se situent en zone limite et seulement 2,0 % ont un score pauvre. L'objectif de l'indicateur OS.2 (au moins 50 % de la population cible avec un SCA acceptable) est donc largement dépassé. C'est aussi un progrès considérable par rapport à la proportion observée lors du PDM1 (40%) et du PDM2 (53%).

Les principales nuances qui sont toutefois sensibles selon les catégories peuvent être expliquées comme suit :

- **Il n'y a pas de différence significative selon le Sexe du chef de ménage** : la proportion de ménages avec un SCA acceptable est presque identique entre femmes (85,3 %) et hommes (85,0 %). Les ménages dirigés par des hommes sont légèrement plus nombreux en zone limite (13,8 % contre 11,3 %), tandis que les ménages dirigés par des femmes sont un peu plus représentés en situation pauvre (3,3 % contre 1,2 %), mais l'écart reste faible.
- **Il y a une différence significative selon la commune** : à Toumour, près de 9 ménages sur 10 (89,2 %) ont un SCA acceptable et seulement 0,8 % un score pauvre. À Bossou, la part de ménages acceptables tombe à 78,1 % et la proportion de scores pauvres monte à environ 4 %. La sécurité alimentaire apparaît donc meilleure à Toumour qu'à Bossou.
- **Il y a une différence significative selon le statut des ménages** : les ménages réfugiés affichent la meilleure situation, avec 94,4 % de scores acceptables et moins de 2 % de scores pauvres. Les déplacés internes sont plus vulnérables : un ménage sur cinq se situe en zone limite et un sur cent en zone pauvre. Les ménages résidents se situent entre les deux (83,4 % acceptables, 14,1 % limites, 2,4 % pauvres). Les ménages retournés (anciennement déplacés) sont rares dans l'échantillon et tous ont un score acceptable.

Le tableau 11 présente un SCA moyen de 56 et une médiane de 57, avec des scores s'étalant de 17 à 90. Cela marque une avancée majeure par rapport au PDM1 (38) et au PDM2 (44). Les mêmes tendances analysées plus haut se reflètent également au niveau du tableau ci-dessous :

- Les scores moyens sont identiques (56) entre les hommes et les femmes, mais la médiane des hommes est légèrement plus élevée (57 contre 56). Les valeurs maximales atteignent 86 chez les femmes et 90 chez les hommes, ce qui indique qu'une fraction de ménages masculins atteint des scores très élevés.
- Selon la commune, Toumour se distingue avec un score moyen de 57 et une médiane de 58, tandis que Bossou affiche des valeurs plus basses (moyenne 53, médiane 54). Cela confirme la meilleure situation alimentaire observée dans cette localité.
- Selon le statut de déplacement, les ménages réfugiés ont la moyenne de SCA la plus élevée (59) et une médiane de 61, reflétant leur bonne situation relative. Les déplacés ont une moyenne plus faible (53), ce qui corrobore leur proportion plus élevée en zone limite. Les

ménages retournés ont un score moyen de 49 avec un intervalle restreint (min 45, max 54), signe d'une situation moins favorable, mais l'effectif est très limité, ce qui relativise l'interprétation.

Tableau 11 : Répartition des ménages selon le niveau du SCA

Categorie menage	Acceptable	Limite	Pauvre
Femme	85.3%	11.3%	3.3%
Homme	85.0%	13.8%	1.2%
Bosso	78.1%	17.9%	4.0%
Toumour	89.2%	10.0%	0.8%
Déplacés	77.9%	21.1%	1.1%
Réfugiés	94.4%	3.7%	1.9%
Résident	83.4%	14.1%	2.4%
Retournés	100.0%	0.0%	0.0%
Total général	85.1%	12.9%	2.0%

Tableau 12 : Statistiques descriptives du SCA

Désagrégation	Moyenne de SCA	Médiane	Min. de SCA	Max. de SCA	Écartype de SCA
Femme	56	56	17	86	13
Homme	56	57	23	90	13
Bosso	53	54	17	89	14
Toumour	57	58	22	90	12
Déplacés	53	53	22	84	12
Réfugiés	59	61	23	89	11
Résident	56	56	17	90	14
Retournés	49	49	45	54	7
Total général	56	57	17	90	13

4.3.2.3. Perception des ménages sur leur capacité à répondre à leurs besoins de base

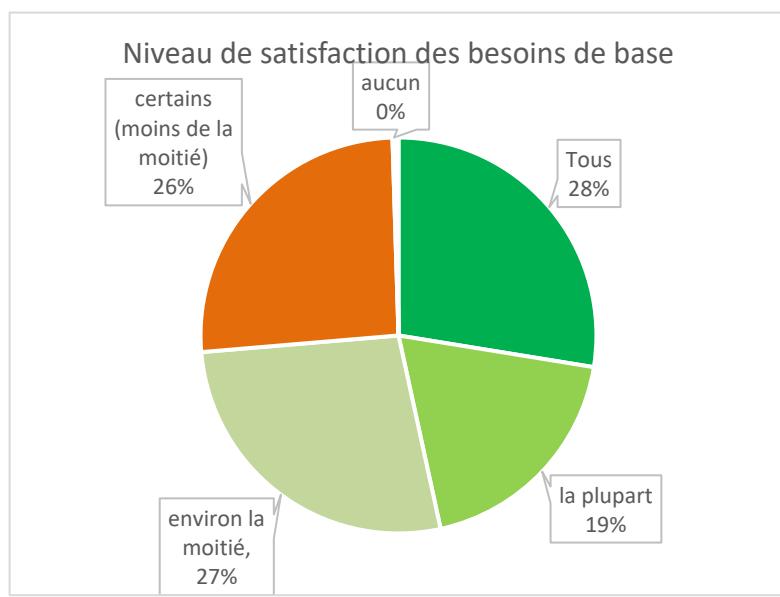
Sur le plan quantitatif, le projet a atteint l'indicateur visant à permettre à « Au moins 12 500 personnes sont capables de répondre à leurs besoins alimentaires de base grâce aux transferts monétaires reçus ». Parmi ces ménages, il est dénombré 50% des femmes et 25% d'enfants. L'équipe d'évaluation a vérifié les listes et établi qu'au moins 1500 ménages ont été servis par les transferts monétaires avec une partie qui a même reçu une assistance complémentaire (412 ménages qui ont reçu un quatrième tour de cash de 32 500F par ménages).

Pour mettre en lumière cet indicateur, l'équipe d'évaluation a sondé les opinions des ménages sur leur capacité actuelle à répondre à leurs besoins de bases grâce au transfert monétaire. Ce qui nous permettra de voir si réellement les montants de 32,500 XOF transférés en trois (3) round permettent réellement aux ménages de couvrir leurs besoins de base.

Le graphique et le tableau suivants présentent les résultats obtenus.

Graphique 3 : Répartition des ménages selon leur perception du niveau de satisfaction de leurs besoins de base

Ces résultats nuancent l'indicateur RI.I. Bien que le projet ait permis à la majorité des ménages de couvrir leurs besoins alimentaires, une proportion importante de ménages (plus d'un sur deux) ne parvient à satisfaire que la moitié ou moins de leurs besoins de base. Le graphique 3 montre que 28 % des ménages déclarent satisfaire l'ensemble de leurs besoins de base suivi de 19 % qui estiment pouvoir satisfaire la majorité de leurs besoins. Cependant, 27 % disent pouvoir couvrir la moitié de leurs besoins, suivi enfin par 26 % qui ne parviennent à satisfaire qu'une faible part de leurs besoins. Aucun ménage n'indique n'avoir satisfait aucun de leur besoin.



Cette deuxième analyse illustre que même si le projet a assisté directement 12,000 personnes vulnérables grâce aux trois (3) rounds de Cash transfert, plus de la moitié d'entre eux n'arrivent pas à couvrir leur besoin de base. Cela prouve que le montant de 32,000 XOF ne suffit pas vraiment pour la couverture des besoins essentiels des ménages.

Le tableau 13 détaille ces perceptions selon le sexe du chef de ménage, la localité et le statut (déplacé, réfugié, résident, retourné). Ainsi, l'on constate que les cheffes de ménage sont un peu plus nombreuses à déclarer ne couvrir que certains besoins (29,3 % contre 23,8 % des hommes). À l'inverse, les hommes sont plus nombreux à estimer couvrir « environ la moitié » (30,8 % contre 20,7 % chez les femmes). La part de ménages qui couvrent « tous » ou « la plupart » de leurs besoins est comparable (environ 48 % pour chaque sexe).

À Bosso, la population est plus dispersée : un quart des ménages parvient à répondre à tous ses besoins et un autre quart à la plupart, mais près d'un tiers (30,5 %) ne satisfait que quelques besoins. À Toumour, la proportion de ménages couvrant « environ la moitié » de leurs besoins est plus élevée (32,8 %), tandis que ceux couvrant « la plupart » de leurs besoins sont moins nombreux (14,7 %). Globalement, Toumour compte un peu plus de ménages affirmant couvrir tous leurs besoins (29,0 %) qu'à Bosso (25,2 %).

Selon le statut de déplacement, le groupe des déplacés internes apparaît le plus vulnérable : seule une minorité (17,9 %) couvre tous ses besoins et 12,6 % la plupart. La majorité (68,5 %) ne parvient à satisfaire qu'environ la moitié ou moins de ses besoins. La situation des réfugiés est légèrement meilleure que celle des déplacés : environ 37 % couvrent tous ou la plupart de leurs besoins. Néanmoins, plus de 60 % n'atteignent que la moitié ou une fraction de leurs besoins. Les ménages résidents sont ceux qui s'en sortent le mieux : 59 % peuvent satisfaire tous ou la plupart de leurs besoins et seulement 24 % déclarent n'en couvrir qu'une petite partie.

Tableau 13 : Répartition des ménages selon leur perception du niveau de satisfaction de leurs besoins de base

	Tous les besoins	La plupart des besoins	Environ la moitié	Certains (moins de la moitié)	Aucun besoin	Ne souhaite pas répondre
Femme	28.7%	20.0%	20.7%	29.3%	0.7%	0.7%
Homme	26.9%	18.5%	30.8%	23.8%	0.0%	0.0%
Bosso	25.2%	26.5%	17.2%	30.5%	0.7%	0.0%
Toumour	29.0%	14.7%	32.8%	23.2%	0.0%	0.4%
Déplacés	17.9%	12.6%	41.1%	27.4%	0.0%	1.1%
Réfugiés	19.4%	17.6%	35.2%	26.9%	0.9%	0.0%
Résident	36.1%	22.9%	16.6%	24.4%	0.0%	0.0%
Retournés	50.0%	0.0%	0.0%	50.0%	0.0%	0.0%
Total général	27.6%	19.0%	27.1%	25.9%	0.2%	0.2%

Le tableau complémentaire (tableau 8) renseigne sur la nature des besoins non satisfaits parmi les ménages interrogés (297 répondants). Il apporte un éclairage sur ce qui manque concrètement aux ménages qui disent ne pas couvrir l'ensemble de leurs besoins de base. Ces données montrent que, même parmi ceux qui déclarent couvrir « la plupart » ou « environ la moitié » de leurs besoins, la priorité reste l'alimentation. En effet, L'alimentation arrive très largement en tête : 98 % des répondants mentionnent un déficit de nourriture. Cette proportion dépasse 95 % dans toutes les catégories, ce qui confirme que l'accès à une alimentation suffisante reste la préoccupation majeure, malgré les transferts monétaires mis en place. Les ménages enquêtés justifient leur réponse par le fait que même s'ils ont une consommation alimentaire acceptable, ils sont préoccupés par le futur.

Les aspects sanitaires et vestimentaires demeurent préoccupants pour un foyer sur cinq : 19 % des ménages font état de difficultés d'accès ou de prise en charge sanitaire. Ce besoin est plus prononcé à Toumour (22 %), chez les femmes (21 %) et surtout chez les réfugiés (26 %). De plus, 13 % des répondants déclarent manquer de vêtements ou d'articles pour s'habiller. Les ménages réfugiés (17 %) et les habitants de Toumour (15 %) sont les plus concernés. Les cheffes de ménage citent moins souvent ce besoin que les hommes.

Enfin, les moyens d'existence économiques (accès aux intrants agricoles, commerce, capital de démarrage, etc.) ne sont cités que par 2 % des répondants. Ce besoin est légèrement plus élevé chez les hommes (3 %) et les déplacés (4 %), ce qui reflète un manque de ressources pour redémarrer une activité génératrice de revenus. Cependant, la rareté des demandes liées aux moyens d'existence ne doit pas masquer leur importance : les déplacés et certains hommes soulignent qu'ils manquent de ressources économiques pour consolider leur autonomie, ce qui pourrait expliquer en partie la persistance des difficultés alimentaires observées.

Tableau 14 : répartition des ménages selon les besoins non satisfaits

Désaggrégation	Alimentation	Sante	Habillement	Moyen d'existence econ (commerce, semence, etc.)	Total repondants ayant des besoins non satisfaits
Femme	98%	21%	10%	1%	107
Homme	97%	18%	15%	3%	190
Bosso	96%	14%	12%	2%	113
Toumour	98%	22%	15%	2%	184
Déplacées	99%	9%	8%	4%	78
Réfugiés	99%	26%	17%	2%	87
Résidents	96%	20%	14%	1%	131
Retournés	100%	0%	100%	0%	1
Total général	98%	19%	13%	2%	297

4.3.2.4. Score réduit de stratégies de survies (Indicateur 2 : Au moins 70% de la population cible présente un index de stratégie d'adaptation (rCSI) <=10 (soit 8750 individus))

Le score réduit de stratégies de survie (rCSI) sert à mesurer la fréquence et la gravité des stratégies d'adaptation mises en œuvre par les ménages pour faire face à une insuffisance alimentaire. Un rCSI supérieur à 10 indique généralement que le ménage a un accès limité à l'alimentation. Les résultats de l'évaluation montrent que malgré les transferts monétaires et un niveau global de consommation alimentaire jugé acceptable pour une majorité de ménages, la dépendance à des stratégies d'adaptation est très forte au moment de la collecte des données. Les ménages continuent régulièrement à modifier leur alimentation (qualité et quantité), à réduire le nombre de repas ou à solliciter des proches pour tenir, signe que leur sécurité alimentaire reste fragile. La cible de 70 % de ménages ayant un rCSI inférieur ou égal à 10 est loin d'être atteinte. En effet, le Tableau 9 montre que seuls 25 % des ménages enquêtés ont un rCSI ≤ 10 . La moyenne du rCSI est de 16,9 et la médiane de 17, avec des valeurs allant jusqu'à 46.

En comparaison avec le PDMI et le PDM2, les rCSI moyens étaient respectivement de 8 et de 3 avec des pourcentages respectifs de 74% et de 93%. Même s'il y a une réduction drastique du rCSI contrairement au SCA, ces résultats ne reflètent pas un niveau critique d'insécurité alimentaire mais plutôt une préparation et adaptation stratégique des ménages à cause des deux raisons suivantes :

- La période de soudure battant son plein, les ménages rationnent souvent leur alimentation surtout sur le plan quantitatif pour faire face au risque de pénurie avant la récolte prochaine.
- Le projet étant arrivé à sa fin, les ménages rationnent leurs stocks sachant qu'ils ne peuvent plus s'attendre à une aide provenant des ONGs.

En outre selon le sexe de la/ du chef de ménage, l'on constate que 31 % des ménages dirigés par des femmes présentent un rCSI ≤ 10 contre 21 % chez les ménages dirigés par des hommes. En moyenne, les femmes ont un rCSI légèrement inférieur (15,7 contre 17,5), ce qui suggère qu'elles ont un recours un peu moins fréquent aux stratégies d'adaptation.

Toumour enregistre une meilleure situation que Bosso (28 % de ménages sous le seuil contre 19 %). Les scores moyens sont de 16,6 à Toumour et 17,3 à Bosso.

Tout comme pour le SCA, les ménages réfugiés sont plus vulnérables. En effet, 28 % des ménages déplacés atteignent le seuil (rCSI moyen : 17,3), mais seulement 18 % des réfugiés. Les ménages résidents sont à 26 %.

En comparaison avec le niveau de SCA, les ménages dont le score de consommation alimentaire est acceptable ne sont que 26 % à avoir un rCSI ≤ 10 ; les ménages en situation limite sont 17 %, et aucun ménage en situation « pauvre » n'atteint ce seuil. L'indice moyen s'élève à 22 pour ces derniers, traduisant un recours très fréquent aux stratégies de survie.

Tableau 15 : Score réduit de stratégies de survies (rCSI) par commune

	Pourcentage de ménages avec rCSI ≤ 10	Moyenne de RSCI	Mediane de RSCI	Min. de RSCI	Max. de RSCI	Écartype de RSCI
Femme	31%	15.7	16.0	0.0	46.0	9.4
Homme	21%	17.5	18.0	0.0	44.0	8.5
Bosso	19%	17.3	17.0	0.0	37.0	7.8
Toumo ur	28%	16.6	16.0	0.0	46.0	9.4
Deplace es	28%	16.5	17.0	0.0	42.0	9.3
Réfugiés	18%	17.8	19.0	0.0	42.0	7.8
Résiden t	26%	16.5	16.0	0.0	46.0	9.2
Retourn és	50%	11.0	11.0	2.0	20.0	12.7
Accepta ble	26%	16.2	16.0	0.0	44.0	8.7
Limite	17%	20.5	22.0	0.0	46.0	9.2
Pauvre	0%	22.0	22.0	15.0	32.0	5.4
Total générati	25%	16.9	17.0	0.0	46.0	8.9

Pour mieux comprendre les stratégies de survie les plus utilisées, le tableau 10 détaille la fréquence (en jours moyens) des principales stratégies utilisées au cours de la semaine précédente selon le niveau de SCA. Ainsi, la consommation d'aliments moins appréciés et moins chers : en moyenne, les ménages y ont recours 2,2 jours par semaine. Ce nombre augmente à 3,4 jours pour les ménages au SCA pauvre et à 2,7 jours pour les ménages en limite, contre 2,1 jours pour ceux ayant un SCA acceptable. La réduction des portions et du nombre de repas : ces stratégies sont utilisées environ 2,2 jours (réduction des portions) et 2,3 jours (réduction du nombre de repas) en moyenne. Là encore, les ménages en situation limite ou pauvre y recourent plus souvent (près de 3 jours) que ceux au SCA acceptable (environ 2 jours). Le recours à l'emprunt ou à l'aide de proches : cette stratégie est moins fréquente (1,9 jour en moyenne), mais atteint 3,1 jours chez les ménages au SCA pauvre. Elle est plus souvent mentionnée par les ménages en limite (2,4 jours) que par ceux au SCA acceptable (1,9 jour). Et enfin, la réduction des rations des adultes au profit des enfants : utilisée en moyenne 2,1 jours par semaine, elle est plus présente dans les ménages en limite (2,5 jours) et reste fréquente même dans les ménages au SCA acceptable (2 jours).

Cette analyse montre que même les ménages ayant un SCA acceptable ont recours aux stratégies les plus difficiles (les deux dernières du tableau qui ont un coefficient respectif de 2 et 2). Cela confirme nos arguments liés à la saisonnalité du rCSI et à la préparation des ménages à la clôture du projet.

Tableau 16 : répartition du nombre moyen d'utilisation des stratégies de survie par rapport au niveau de SCA des ménages

	Niveau de SCA			
	Acceptable	Limite	Pauvre	Total général
Nombre moyen de jours avec recourt à des aliments moins appréciés et moins chers	2.1	2.7	3.4	2.2
Nombre moyen de jours avec Réduction des portions du repas	2.1	2.7	2.6	2.2
Nombre moyen de jours avec réduction du nombre de repas quotidiens	2.1	2.9	3.0	2.3
Nombre moyen de jours avec recourt à l'emprunt ou aide d'un parent / proche	1.9	2.4	3.1	1.9
Nombre moyen de jours avec réduction des quantités consommés par les adultes au profit des enfants	2.0	2.5	2.3	2.1

4.3.2.5. Perception des ménages par rapport à l'aide humanitaire : Indicateur OS2 - 80% des bénéficiaires déclarent que l'aide humanitaire est fournie de manière sûre, accessible, responsable et participative

Bien que quelques groupes (jeunes adultes, réfugiés, habitants de Bosso) soient en deçà du seuil de 80 %, la perception globale de l'assistance est largement positive (85 %). L'indicateur OS2 est donc largement dépassé. En effet, la quasi-totalité des bénéficiaires se déclare entièrement satisfaite, en sécurité et respectée lors de la réception de l'aide. Cela témoigne de l'efficacité des mécanismes de distribution et de l'attention portée à la dignité des bénéficiaires. Cependant, comme le montre le tableau 17, des nuances apparaissent selon les groupes :

Tableau 17 : Répartition des répondants qui déclarent que l'aide humanitaire est fournie de manière sûre, accessible, responsable et participative

- Sexe et localité : 87 % des hommes jugent l'aide satisfaisante contre 81 % des femmes. Toumour (89 %) dépasse le seuil, alors que Bosso est juste en dessous (78 %).
- Statut : les ménages résidents et déplacés expriment le niveau de confiance le plus élevé (respectivement 90 % et 89 %). Les réfugiés sont plus réservés : seuls 71 % estiment que l'aide est fournie selon ces critères, ce qui est inférieur au seuil fixé. Tous les retournés interrogés se déclarent satisfaits, mais leur nombre est très faible.
- Âge : les bénéficiaires de 18-24 ans sont les moins convaincus (75 % seulement), tandis que les classes d'âge 25-34 ans et 35-59 ans dépassent 85 %.

Désagrégration	%
Femme	81%
Homme	87%
Bosso	78%
Toumour	89%
Deplacées	89%
Réfugiés	71%
Résident	90%
Retournés	100%
18-24 ans	75%
25-34 ans	86%
35-59 ans	87%
60 ans ou plus	79%
Total général	85%

L'analyse des sous-groupes ressort des points de vigilance : la perception moins favorable des réfugiés et des jeunes de 18-24 ans souligne l'importance d'une communication et d'une participation plus adaptées à ces publics. Bosso en particulier pourrait bénéficier d'un suivi pour comprendre les raisons d'un niveau de confiance légèrement inférieur.

Le tableau 17 évalue les trois dimensions les plus importantes de l'indicateur : la satisfaction vis-à-vis de l'aide, le sentiment de sécurité pendant l'assistance et le respect manifesté par les équipes. Les tendances sont très positives avec un niveau élevé de satisfaction générale : 95 % des répondants se déclarent entièrement satisfaits de l'assistance et 4 % plutôt satisfaits. Aucun groupe ne dépasse 9 % de réponses « plutôt oui ». Les femmes et les hommes affichent des niveaux similaires (94 % et 96 % de « oui, complètement »). Le sentiment de sécurité est aussi élevé avec 97 % des ménages qui se sont sentis entièrement en sécurité lors des distributions, et seulement 3 % de « plutôt oui ». Les résultats sont homogènes entre sexes et localités. Les réfugiés comptent 99 % de réponses « oui, complètement ». De même le sentiment de respect de la part de l'équipe est excellent. En effet, 97 % des répondants estiment avoir été totalement respectés, et 3 % « plutôt oui ». Les ménages résidents affichent des taux légèrement inférieurs (93 % de « oui, complètement »), mais les déplacés, réfugiés et retournés se disent unanimes à 100 %.

Tableau 18 : répartition des enquêtés selon les trois dimensions les plus importantes de l'indicateur de l'OS2

	Satisfaction de l'assistance			Sentiment de sécurité pendant assistance		Sentiment de respect par l'équipe	
	Oui, complètement	Plutôt oui	Pas vraiment	Oui, complètement	Plutôt oui	Oui, complètement	Plutôt oui
Désagréation							
Femme	94%	6%	0%	97%	3%	96%	4%
Homme	96%	3%	0%	97%	3%	97%	3%
Bosso	95%	5%	0%	96%	4%	96%	4%
Toumour	95%	4%	0%	97%	3%	97%	3%
Deplacées	100%	0%	0%	100%	0%	100%	0%
Réfugiés	100%	0%	0%	99%	1%	100%	0%
Résident	91%	9%	0%	94%	6%	93%	7%
Retournés	100%	0%	0%	100%	0%	100%	0%
Total général	95%	4%	0%	97%	3%	97%	3%

4.3.2.6. Connaissance de leurs droits et accès équitable aux services de protection : Indicateur R2.1 - Au moins 70% de la population ciblée (femmes/filles, hommes/garçons) ont une meilleure connaissance de leurs droits et un accès équitable aux services de protection (soit 2500 individus)

L'indicateur R2.1 mesure la proportion de personnes connaissant leurs droits et ayant un accès équitable aux services de protection. L'objectif visé est qu'au moins 70 % des femmes/filles et des hommes/garçons atteignent ce niveau de connaissance. Les tableaux 13 et 14 présentent les résultats. Le résultat global montre que 74 % des personnes enquêtées satisfont l'indicateur R2.1, dépassant légèrement la cible de 70 %. En revanche, seuls 38 % déclarent avoir participé à une séance d'information ou de sensibilisation sur les droits ou les services de protection (156 personnes). Ce qui dénote que les sensibilisations n'ont soit pas touché tous les ménages, soit les personnes enquêtées dans le ménage ne sont pas celles qui ont participé à ces séances de sensibilisation.

Au niveau du sexe des répondants, les femmes (78%) répondent plus à l'indicateur que les hommes (71%). La participation aux séances est similaire (37 % des femmes, 39 % des hommes). Toutes les communes Bosso (75 %) et Toumour (73 %) dépassent également la barre des 70 %. Cependant, la

participation aux séances de sensibilisation est plus élevée à Bosso (43 %) qu'à Toumour (35 %). Quant au statut de déplacement, les ménages résidents présentent la meilleure performance (85 % répondent à l'indicateur) avec une participation élevée (42 %). Les déplacés (67 %) sont légèrement en dessous du seuil, et les réfugiés (53 %) largement en deçà, malgré une participation comparable (35 %). Les retournés affichent 100 %, mais l'effectif est très réduit.

La répartition par âge montre que les 18–24 ans enregistrent un Ind R2.I de 100 % mais très peu ont participé à une séance (17 %). Les 25–34 ans et les 35–59 ans atteignent respectivement 75 % et 70 %. Les personnes de 60 ans et plus dépassent le seuil (84 %) mais participent peu aux séances (26 %).

Tableau 19 : Répartition des enquêtés selon l'indicateur R2.I et leur participation aux séances de sensibilisation

Désagrégation	Ind R2.I	% ayant participé à une séance d'information ou de sensibilisation sur les droits ou les services de protection	Nbdf ayant participé à une séance d'information ou de sensibilisation sur les droits ou les services de protection
Femme	78%	37%	55
Homme	71%	39%	101
Bosso	75%	43%	65
Toumour	73%	35%	91
Deplacees	67%	32%	30
Réfugiés	53%	35%	38
Résident	85%	42%	87
Retournés	100%	50%	1
18-24 ans	100%	17%	2
25-34 ans	75%	41%	24
35-59 ans	70%	43%	105
60 ans ou plus	84%	26%	25
Total général	74%	38%	156

Le tableau 20 présente les composantes sur la base desquelles le calcul de l'indicateur a été réalisé : connaissance de ses droits humains, connaissance de l'égalité des droits entre femmes et hommes, connaissance des droits en cas de violence ou d'abus, et connaissance des services de protection disponibles. Ainsi, la connaissance des droits humains est moins connue avec 58 % des répondants qui déclarent connaître leurs droits. Ce taux est plus élevé chez les femmes (69 %) que chez les hommes (51 %). Les déplacés (67 %) et les réfugiés (61 %) se situent au-dessus de la moyenne, tandis que les résidents ont un score plus modeste (53 %). L'Égalité des droits entre femmes et hommes est cependant plus connue avec : 77 % des répondants affirmant connaître l'égalité des droits. Les réfugiés (82 %) et les déplacés (77 %) sont au-dessus de la moyenne, tandis que les hommes (75 %) et Bosso (75 %) sont légèrement en dessous. De même pour les droits en cas de violence ou d'abus : 78 % des enquêtés savent qu'ils ont des droits en cas de violence ou d'abus. Ce pourcentage est très élevé pour les résidents (89 %) et les 60 ans et plus (92 %), mais nettement plus faible chez les réfugiés (58 %). La même tendance est aussi observée pour la connaissance des services de protection disponibles : environ 78 % des personnes indiquent connaître au moins un service de protection accessible. Les femmes semblent mieux informées que les hommes. Les réfugiés sont en retrait, tandis que les retournés déclarent connaître ces services à 100 % (échantillon limité).

En définitive, l'objectif de l'indicateur est atteint mais avec des disparités importantes : certaines catégories demeurent en retrait, notamment les personnes réfugiées et, dans une moindre mesure, les personnes déplacées. Ces groupes cumulent un faible accès à l'information et une moindre connaissance de leurs droits, d'où la nécessité de renforcer les actions de sensibilisation auprès d'eux.

Il faut également souligner, toujours auprès du groupe cible évoqué ci-dessus, la faible participation aux séances de sensibilisation : alors qu'une large majorité connaît l'égalité des droits et les services disponibles, moins de 40 % ont participé à des séances formelles. Cela laisse penser que l'information circule par d'autres canaux (réseaux sociaux, bouche-à-oreille, leaders communautaires), mais aussi que les séances restent à intensifier pour toucher les jeunes et les personnes âgées.

Tableau 20 : Répartition des enquêtés selon les dimensions entrant dans le calcul de l'indicateur R2.I

Ventilation	% ayant participé à une séance d'information ou de sensibilisation	% personnes connaissant leurs droits humains	% connaissant l'égalité de droit entre les femmes et les hommes	% Connaissant leurs droits en cas de violence ou d'abus	% Connaissant les services de protection disponibles	% Connaissant comment accéder à ces services de protection	% déclarant Accès égal aux services de protection	% ayant Confiance aux services de protection
Femme	37%	69%	80%	85%	96%	100%	96%	100%
Homme	39%	51%	75%	74%	99%	100%	100%	98%
Bosso	43%	60%	75%	75%	100%	100%	100%	97%
Toumour	35%	56%	78%	80%	96%	100%	97%	100%
Deplacées	32%	67%	77%	73%	95%	100%	100%	96%
Réfugiés	35%	61%	82%	58%	100%	100%	95%	97%
Résident	42%	53%	76%	89%	97%	100%	99%	100%
Retournés	50%	100%	0%	100%	100%	100%	100%	100%
18-24 ans	17%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
25-34 ans	41%	63%	75%	79%	100%	100%	95%	100%
35-59 ans	43%	56%	80%	74%	97%	100%	99%	99%
60 ans ou plus	26%	56%	64%	92%	96%	100%	100%	96%
Total général	38%	58%	77%	78%	98%	100%	98%	99%

4.3.2.7. Analyse des perceptions sur la prévention et le traitement de la malnutrition et des Violences Basés sur le Genre (VBG)

Les résultats (présentés dans le tableau ci-après) montrent des progrès perçus dans la lutte contre la malnutrition et l'amélioration des services, mais soulignent aussi des inquiétudes persistantes sur l'évolution des violences basées sur le genre, en particulier chez certaines catégories de la population. Si l'on fait la moyenne des quatre thématiques liées à la malnutrition et à la prise en charge des VBGs, les perceptions positives varient entre 75 % et 87 % selon les groupes. Globalement, les déplacés et les retournés sont les plus optimistes (84-88 % de réponses positives), alors que les réfugiés et les jeunes adultes sont plus critiques (autour de 75 % en moyenne).

Prévention de la malnutrition aiguë chez les enfants :

- Plus de 80 % des femmes et des hommes estiment qu'il y a moins de cas de malnutrition aiguë qu'il y a deux ans. Les valeurs sont encore plus élevées à Toumour (91 %) qu'à Bosso (83 %).
- Les déplacés et les réfugiés ont une perception très positive (92 % et 87 % de réponses « amélioration »), tandis que les résidents se situent autour de 87 %.

- Les plus jeunes (18–24 ans) et les 25–34 ans sont les plus optimistes (92 % environ), contre 87–88 % chez les 35–59 ans et les 60 ans et plus.

Prise en charge de la malnutrition aiguë :

- La perception est globalement très positive : environ 90 % des répondants jugent la prise en charge plus efficace qu'il y a deux ans. Les différences entre sexes et communes sont minimes.
- Les déplacés et réfugiés notent une nette amélioration (96 % et 94 %), tandis que les résidents signalent plus d'hésitations (82 % de réponses positives, 14 % « pas vraiment changé »).
- Les 25–34 ans et les 60 ans et plus perçoivent la plus forte progression (90–91 %), les autres tranches d'âge restent proches (87–92 %).

Prévalence des cas de VBG :

- Les perceptions sont plus contrastées : 54 % en moyenne estiment qu'il y a moins de cas de VBG, mais 40 % considèrent qu'il y en a davantage.
- Les femmes sont plus nombreuses à percevoir une baisse (61 % contre 50 % des hommes). Les communes affichent des résultats similaires (55 % à Bosso, 54 % à Toumour).
- Les réfugiés se distinguent avec une perception très pessimiste : 56 % d'entre eux pensent que les cas ont augmenté. Les résidents sont les plus positifs (62 % de réponses « moins de cas »).
- La perception de hausse est plus marquée chez les jeunes de 18–24 ans et les personnes de 60 ans ou plus, où environ un répondant sur deux signale plus de cas de VBG.

Accès aux soins et prise en charge des survivantes de VBG :

- La grande majorité (autour de 88 %) estime que l'accès aux soins des survivantes s'est amélioré. Les hommes et les femmes partagent cette opinion, de même que les deux communes.
- Les déplacés (94 %) et les réfugiés (89 %) constatent des progrès significatifs, tandis que les résidents sont légèrement moins nombreux à les percevoir (85 %).
- Les jeunes de 18–24 ans sont plus réservés : seuls 75 % considèrent que l'assistance s'est améliorée, contre 89 % chez les 35–59 ans et environ 90 % pour les 25–34 ans.

Tableau 2I : Récapitulatif des pourcentages de répondants ayant perçu une amélioration (« beaucoup moins de cas » ou « prise en charge beaucoup plus efficace ») de la malnutrition et des VBG

Groupe / Catégorie	Prévention malnutrition	Traitement malnutrition	Prévalence VBG (baisse)	Soin des survivantes VBG (mieux)
Sexe du répondant				
Femmes	87 %	87 %	61 %	88 %
Hommes	89 %	90 %	50 %	88 %
Commune				
Bosso	83 %	89 %	55 %	83 %
Toumour	91 %	88 %	54 %	91 %
Statut du ménage				
Déplacés	92 %	96 %	55 %	94 %
Réfugiés	87 %	94 %	39 %	89 %

Résidents	87 %	82 %	62 %	85 %
Retournés	100 %	100 %	50 %	100 %
Âge du répondant				
18–24 ans	92 %	92 %	42 %	75 %
25–34 ans	92 %	90 %	51 %	90 %
35–59 ans	87 %	87 %	58 %	89 %
60 ans ou plus	88 %	91 %	48 %	88 %
Total général	88 %	89 %	54 %	88 %

4.4. Analyse de l'impact

Le projet a eu un impact significatif et multidimensionnel sur la vie des ménages bénéficiaires, en particulier à Bosso et Toumour, influençant positivement l'alimentation, les revenus, les pratiques d'hygiène, la cohésion sociale et le bien-être général (FGD Communautés, Pos. 95-116).

Les principaux changements induits incluent :

Amélioration de la sécurité alimentaire et des pratiques nutritionnelles :

- Les transferts monétaires et les distributions alimentaires ont permis aux familles de manger plus régulièrement et d'améliorer la qualité nutritionnelle de leur alimentation, avec une plus grande variété de légumes et de céréales (FGD Communautés, Pos. 140-149).
- Les mères ont adopté de meilleures pratiques d'alimentation, comme l'allaitement maternel exclusif et l'introduction d'aliments locaux enrichis, ce qui a permis de réduire la malnutrition chez les enfants (KII ML Bosso 2, Pos. 71-74)
- Les démonstrations culinaires et les activités de sensibilisation ont permis aux familles d'intégrer de nouvelles pratiques alimentaires et d'hygiène, contribuant ainsi à la réduction des maladies infantiles et à l'amélioration de la croissance des enfants (KII ML Toumour I, Pos. 74-82).

Augmentation et diversification des revenus :

- Les bénéficiaires, en particulier les femmes, ont pu lancer ou relancer des activités génératrices de revenus (AGR) telles que le petit commerce, la vente d'arachides, le tissage ou l'élevage de petits animaux (KII Protection Bosso, Pos. 52).
- L'argent reçu en espèces a permis de couvrir les besoins immédiats tout en investissant dans des moyens de subsistance durables, renforçant ainsi la résilience économique des ménages (FGD Communautés, Pos. 140-149).
- La disponibilité de l'oignon sur le marché local a contribué à l'amélioration des revenus et à la satisfaction des besoins alimentaires, et a même permis à certains producteurs d'acheter des semences et des engrains pour d'autres cultures (KII Agriculture, Pos. 56).

Amélioration des pratiques d'hygiène et de l'accès à l'eau :

- La distribution de kits d'hygiène et la réhabilitation des points d'eau (menée par d'autres partenaires) (ont permis aux ménages de mieux se laver, de stocker l'eau proprement et de prévenir les maladies (FGD Communautés, Pos. 95-116)

- De plus en plus de ménages se lavent les mains à des moments clés et utilisent des points de lavage fabriqués localement, ce qui réduit les maladies liées à l'eau et à l'environnement (KII ML Toumour 2, Pos. 55-62).

Renforcement de la cohésion sociale et du vivre-ensemble :

- Les activités communautaires réunissant à travers notamment, les distributions, les séances de sensibilisation dans les FARN, les activités de protection mais aussi les formations des ML, relais, producteurs ont favorisé le dialogue entre les personnes déplacées et les populations d'accueil, réduisant ainsi les tensions (KII Protection Bosso, Pos. 54).
- Des groupes d'épargne et des comités mixtes ont été créés, renforçant ainsi la solidarité locale (FGD Communautés, Pos. 95-116).

Amélioration du bien-être psychologique et de la dignité :

- Le soutien humanitaire reçu a permis à de nombreuses personnes de retrouver un peu d'espoir, de se sentir écoutées et considérées (FGD Communautés, Pos. 95-116).
- Les femmes et les personnes vulnérables expriment un sentiment de dignité restaurée grâce à l'autonomie acquise (FGD Communautés, Pos. 95-116).

Protection accrue des femmes et des enfants :

- Les survivantes de violences basées sur le genre ont été orientées vers les services de prise en charge (FGD Communautés, Pos. 95-116).
- Les séances de sensibilisation ont permis de briser les tabous autour de la violence domestique et de la maltraitance des enfants (FGD Communautés, Pos. 95-116).

Accès renforcé à l'information et aux services sociaux :

- Les familles sont désormais mieux informées de leurs droits, des mécanismes de plainte et des structures existantes (santé, protection, soutien psychologique), ce qui leur permet d'être plus autonomes dans la recherche de solutions (FGD Communautés, Pos. 95-116).

Cependant, il est important de noter que certains changements négatifs et imprévus ont également été observés, tels que les hommes qui se marient grâce à l'argent liquide et la survenue d'attaques après les distributions d'argent (KII GARKUA, Pos. 62). Malgré ces défis, le projet a globalement eu un impact positif significatif sur la qualité de vie des bénéficiaires, en renforçant la santé, la cohésion sociale et l'autonomie des communautés dans un contexte difficile (KII ML Bosso 1, Pos. 69-71).

Plusieurs témoignages de bénéficiaires illustrent les changements positifs induits par le projet :

Amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus : "Avant, je ne pouvais rien acheter pour mes enfants. Maintenant, je peux vendre un peu d'arachide au marché et je gère moi-même l'argent" (FGD Communautés, Pos. 95-116). Ce témoignage souligne l'impact des activités génératrices de revenus sur l'autonomie financière des femmes.

Dignité retrouvée : "Avant, mes enfants se couchaient sans manger. Je passais la journée à chercher du bois. Maintenant, grâce à l'argent reçu, j'ai commencé à vendre du savon. On mange matin et soir. J'ai moins honte devant mes voisins" (FGD Communautés, Pos. 137-138). Ce témoignage illustre l'amélioration de la sécurité alimentaire et la restauration de la dignité grâce au projet.

Autonomisation et participation communautaire : « Grâce au groupe d'épargne, j'ai pu apprendre à gérer un petit commerce. Avant, je ne participais jamais aux réunions » (FGD Communautés, Pos. 243-245). Ce témoignage met en évidence l'impact des groupes d'épargne sur l'autonomisation économique et la participation sociale des femmes.

Prise de décision conjointe au sein du ménage : « Mon mari décide souvent où mettre l'argent, mais il me demande toujours mon avis pour les achats des enfants » (FGD Communautés, Pos. 259-262). Ce témoignage suggère une évolution vers une plus grande participation des femmes dans les décisions financières du ménage.

Accès à l'information et aux services : « C'est pendant la distribution de l'aide alimentaire qu'une dame d'OXFAM nous a expliqué qu'en cas de violence à la maison ou dans le camp, on pouvait aller au centre de protection derrière le marché. Elle m'a montré où c'est » (FGD Communautés, Pos. 84-85). Ce témoignage d'une jeune femme bénéficiaire du programme illustre comment les activités du projet ont permis d'améliorer l'accès à l'information et aux services de protection.

4.5. Analyse de la durabilité

L'analyse de la durabilité du projet, basée sur les segments fournis, révèle plusieurs aspects clés concernant les bénéfices perçus, les mécanismes de pérennisation mis en place, et les suggestions pour une appropriation durable.

4.5.1. *Bénéfices du projet*

Les bénéfices générés par le projet sont multiples et touchent divers aspects de la vie des bénéficiaires. On note une amélioration de la santé et de la nutrition des enfants grâce aux activités de dépistage et de réhabilitation nutritionnelle (KII FARN Bosso 1, Pos. 62-64). Les familles sont mieux informées et outillées pour prévenir la malnutrition grâce à l'adoption de bonnes pratiques alimentaires.

De plus, le projet a permis une sensibilisation accrue des populations sur les enjeux nutritionnels, sanitaires et sociaux (KII ML Bosso 2, Pos. 83-88). Les activités commerciales et l'élevage, sont des avantages indirectement soutenus par le projet, et qui ont également contribué à améliorer les conditions de vie des bénéficiaires (KII Protection Bosso, Pos. 58).

La mise en place des FARN (**Foyers d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle**) et des comités de protection sont aussi perçus comme des bénéfices importants (KII GARKUA, Pos. 66-67). Enfin, le projet a favorisé la cohésion sociale et réduit les tensions entre les différentes populations.

D'autres avantages sociaux, juridiques et sanitaires, résultant des activités du cash transfert inconditionnel, du cash de protection et des appuis en kits de protection, sont entre autres : a) la réduction des dépenses familiales et de la mendicité, b) l'accès aux pièces juridiques grâce à une aide financière bien ciblée et c) la réduction des infections, et l'amélioration de l'hygiène corporelle et vestimentaire des adolescentes et des femmes (rapport de capitalisation du projet, p.10).

4.5.2. *Mécanismes de pérennisation*

Plusieurs mécanismes de pérennisation sont mis en œuvre dans le cadre du projet, axés sur le renforcement des capacités locales, l'intégration institutionnelle et la mobilisation communautaire. Voici les principaux axes de ces mécanismes :

- **Formation et implication des acteurs locaux** : Des formations sont dispensées aux personnes ressources et aux relais communautaires (comme les « Mamans Lumières ») sur des sujets variés (techniques agricoles, sensibilisation, dépistage de la malnutrition, etc.) (KII Agriculture, Pos. 68). Ces acteurs locaux sont ensuite impliqués activement dans la mise en œuvre des activités, assurant ainsi une surveillance continue et une transmission des bonnes pratiques au sein de leurs communautés.

- **Intégration dans les structures existantes** : Les initiatives sont intégrées dans les structures locales existantes, telles que les comités de santé, les écoles, les centres de santé, les services de l'État et les administrations communales (KII ML Toumour I, Pos. 104-117). Cette intégration permet d'assurer un suivi et un soutien à long terme des activités, même après le départ du projet.
- **Mobilisation et autonomisation des communautés** : Le projet s'appuie sur la mobilisation communautaire et la création de comités (de gestion, de protection, etc.) pour favoriser la gouvernance locale participative, la transparence et la cohésion sociale (FGD Communautés, Pos. 282-291). Des Activités Génératrices de Revenus (AGR) sont également mises en place pour autonomiser économiquement les populations.
- **Suivi et accompagnement, continu** : Un suivi régulier des bénéficiaires et des activités est assuré par les services techniques et les autorités communales, même après la fin du projet (KII Agriculture, Pos. 68). Ce suivi permet de s'assurer de la durabilité des acquis et d'apporter un appui en cas de besoin.

Cependant, certains acteurs soulignent la nécessité d'un appui financier continu pour assurer la pérennisation de certaines actions, notamment dans le domaine de la protection.

4.5.3. Suggestions pour une appropriation durable

Plusieurs suggestions ont été faites par les parties prenantes au projet pour assurer une appropriation durable des acquis du projet.

- **Renforcer les capacités locales par la formation continue** : Assurer une formation continue des membres des comités et des relais communautaires, en les intégrant dans les structures locales officielles (chefferie, administration), (FGD Communautés, Pos. 282-291).
- **Assurer un soutien institutionnel** : Impliquer davantage les autorités communales dans le suivi des activités et solliciter leur appui, notamment en termes de semences ou de matériel (KII Agriculture, Pos. 69).
- **Capitaliser sur les acquis des AGR** : Renforcer les capacités des bénéficiaires des AGR, faciliter leur accès au microcrédit local et encourager la mutualisation des ressources et les groupements solidaires (KII ML Toumour I, Pos. 104-117).
- **Intégrer les actions de sensibilisation dans les programmes existants** : Intégrer les actions de sensibilisation en santé, hygiène et prévention des violences dans les programmes des écoles, des centres de santé ou des associations locales (KII ML Toumour I, Pos. 104-117).
- **Valoriser le rôle des acteurs communautaires** : Reconnaître et valoriser le rôle des relais communautaires (Mamans Lumières et FARN) en tant qu'acteurs clés de la pérennisation des activités (KII FARN Bosso I, Pos. 66-68).
- **Assurer un suivi régulier et une évaluation des impacts** : Mettre en place un système de suivi régulier des activités et évaluer les impacts à long terme des initiatives mises en œuvre (KII Agriculture, Pos. 68).
- **Favoriser la cohésion sociale et la résilience communautaire** : Encourager les initiatives qui renforcent les liens entre les différentes communautés (déplacés, réfugiés, populations hôtes) et favorisent la cohésion sociale (KII FARN Bosso 2, Pos. 113-121).

- **Appuyer financièrement les initiatives** : Considérer un appui financier continu pour certaines actions, notamment dans le domaine de la protection, afin de garantir leur pérennité (KII Protection Toumour, Pos. 67).

En conclusion, le projet a généré des bénéfices significatifs pour les populations vulnérables et a mis en place des mécanismes de pérennisation prometteurs. En tenant compte des défis potentiels et en mettant en œuvre les recommandations formulées, il est possible de renforcer l'appropriation des acquis du projet et d'assurer une amélioration durable des conditions de vie des communautés bénéficiaires.

4.6. Analyse de la réduction des inégalités

Le projet a contribué à la réduction des inégalités à travers plusieurs axes, notamment en ciblant équitablement les groupes vulnérables et en favorisant la participation des femmes. Cependant, des défis persistent (FGD Communautés, Pos. 230-245).

4.6.1. Équité dans le ciblage et la distribution des ressources

Le projet s'efforce de cibler de manière équitable les différents groupes vulnérables, notamment les personnes déplacées internes (PDI), les réfugiés et les populations hôtes [(FGD Communautés, Pos. 230-245), (KII OXFAM, Pos. 37)]. Le respect des pourcentages alloués à chaque groupe est mis en avant par les acteurs clés (KII GARKUA, Pos. 34).

L'identification des bénéficiaires est faite de manière transparente, avec l'implication des comités de gestion des plaintes et la participation de la communauté [(KII Protection Bosso, Pos. 36), (KII Protection Toumour, Pos. 37-38)]. Les critères de sélection sont basés sur des besoins identifiés et des données vérifiées pour éviter les doublons (KII Agriculture, Pos. 39-40).

Des efforts sont déployés pour prendre en compte les besoins spécifiques des différents groupes cibles, comme l'appui aux femmes en kits de dignité ou la prise en compte des ménages dirigés par des femmes dans la distribution de cash (KII OXFAM, Pos. 37).

En guise d'illustration, un acteur clé souligne que « le projet a été équitable au sens où il a identifié et respecté les besoins identifiés de la communauté » (KII Agriculture, Pos. 39-40).

4.6.2. Participation et inclusion

La participation des femmes a été encouragée dans les activités de Cash transfert offrant aux bénéficiaires des possibilités de développer des activités génératrices de revenus (AGR), les groupes d'épargne et les sessions de sensibilisation (FGD Communautés, Pos. 230-245). Des espaces dédiés et un appui particulier leur ont été offerts. Les hommes sont plus impliqués dans la gouvernance locale et la médiation communautaire.

Toutefois, malgré ces efforts, des disparités subsistent en raison de facteurs socio-culturels qui limitent la participation des femmes, notamment les normes patriarcales et les charges domestiques.

4.6.3. Quelques défis et limites

- Des plaintes concernant la distribution des ressources peuvent survenir, soulignant la nécessité de renforcer la transparence et la redevabilité (KII SG Mairie, Pos. 35)
- L'équité à 100% est difficile à atteindre, mais le projet s'est efforcé de prendre en compte les différences en termes de besoins des différents groupes cibles (KII OXFAM, Pos. 37).
- La participation des jeunes femmes reste plus faible comparée aux hommes du même âge (FGD Communautés, Pos. 230-245). Il faut préciser que les jeunes femmes (18 - 24 ans) participent

aux activités communautaires mais leur participation ainsi que celle des personnes âgées restent faible comparée à celle des hommes et femmes du 2e âge. C'est aussi que confirme l'analyse sur les indicateurs faite plus haut (voir section 4.3.2.6), relative aux connaissances des participants sur leurs droits et un accès équitable aux services de protection. Les facteurs limitant cette participation sont essentiellement d'ordre socio-culturels comme par exemple demander l'autorisation des époux pour prendre part aux rencontres et activités communautaires sans oublier qu'elles font partie d'une frange active et importante dans la communauté avec généralement un train de vie quotidien très chargé.

En conclusion, le projet a contribué à la réduction des inégalités en favorisant une distribution plus équitable des ressources et en encourageant la participation des femmes, mais des défis persistent et nécessitent une attention continue.

4.7. Analyse du genre

L'intégration de l'égalité des sexes dans le cadre du projet se manifeste principalement par des efforts pour encourager la participation des femmes et répondre à leurs besoins spécifiques, bien que des disparités persistent.

Participation des femmes : Les femmes sont activement impliquées dans les activités des groupes d'épargne, les activités génératrices de revenus (AGR) et les sessions de sensibilisation (hygiène, santé, protection). Elles bénéficient d'un appui particulier, notamment via des formations et des espaces dédiés (espaces femmes, comités de protection) et leur rôle dans la gestion domestique et communautaire est reconnu et valorisé, (FGD Communautés, Pos. 230-245).

Implication des femmes dans les prises de décisions : Dans les communes de Bosso et Toumour, la participation des femmes à la prise de décision concernant l'utilisation de l'aide humanitaire est influencée par les structures familiales, les rôles sociaux et les dynamiques internes des ménages (FGD Communautés, Pos. 247-262). Bien que le chef de ménage (souvent l'homme) prenne les décisions finales dans la majorité des cas en raison des normes patriarcales locales, les femmes jouent un rôle important dans la gestion des dépenses quotidiennes et sont souvent consultées 23. Dans certains ménages, en particulier lorsque la femme est chef de ménage ou veuve, elle prend elle-même les décisions. Plusieurs témoignages illustrent ces dynamiques :

- Dans certains cas, les femmes sont consultées par leurs maris concernant les achats pour les enfants.
- Les femmes cheffes de ménage gèrent l'aide reçue de manière autonome.
- Certaines familles adoptent une approche collaborative où les décisions sont prises après discussion entre les membres du ménage.

Besoins spécifiques des femmes : le projet a pris en compte les besoins spécifiques des femmes, comme l'appui en kits de dignité (KII OXFAM, Pos. 37). Aussi, les ménages dirigés par des femmes bénéficient d'une attention particulière, notamment à travers la distribution de cash inconditionnel 10.

En résumé, le projet intègre l'égalité des sexes en encourageant la participation des femmes et en répondant à leurs besoins spécifiques, mais des efforts supplémentaires notamment sur la transformation des normes sociales à travers les changements des comportements, sont nécessaires pour surmonter les obstacles socio-culturels et assurer une participation pleine et entière des femmes à tous les niveaux.

4.8. Analyse de la qualité de partenariat

La qualité du partenariat entre OXFAM et GARKUA, a été appréciée tant du fait de sa plus-value que par la perception que font les acteurs, en l'occurrence, le personnel et les parties prenantes dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

4.8.1. Valeur ajoutée du partenariat OXFAM-Garkua

Le partenariat OXFAM-Garkua semble apporter une valeur ajoutée significative aux partenaires et à la communauté (KII Agriculture, Pos. 76). Cette valeur ajoutée se manifeste de plusieurs manières :

- **Amélioration du suivi et de l'efficacité des actions** : La collaboration entre acteurs a permis un suivi plus fréquent et plus approfondi des activités, ce qui dynamise le contact avec la communauté.
- **Identification et correction des insuffisances** : ce partenariat a également permis aux partenaires d'apprendre mutuellement, de relever et de corriger les insuffisances dans la mise en œuvre, améliorant ainsi leur performance globale.
- **Orientation vers les populations vulnérables** : l'implication des acteurs à différentes étapes du cycle du projet (identification, planification, mise en œuvre et évaluation) a permis d'orienter à temps, les actions vers les personnes les plus nécessiteuses (KII Agriculture, Pos. 77-78).
- **Responsabilisation des acteurs locaux** : Les acteurs locaux, tels que les Services Techniques Déconcentrés (STD), sont responsabilisés et impliqués dans le suivi des bénéficiaires, ce qui renforce leur capacité d'action (KII GARKUA, Pos. 75).
- **Synergie d'action et adaptation aux contraintes sécuritaires** : Le partenariat favorise une synergie d'action entre l'État et ses partenaires, permettant d'adapter les comportements et de mettre en œuvre le projet malgré les contraintes sécuritaires (KII Agriculture, Pos. 37).

4.8.2. Perception du partenariat : confiance, transparence et équilibre des pouvoirs

La perception du partenariat OXFAM-Garkua par les partenaires et le personnel semble globalement positive, avec des éléments de confiance, de transparence et d'équilibre des pouvoirs [(KII Protection Toumour, Pos. 71), (KII Protection Bosso, Pos. 64) et (KII SG Mairie, Pos. 71)] :

- **Confiance et collaboration étroite** : Les partenaires perçoivent OXFAM et GARKUA comme des collaborateurs proches, travaillant en harmonie et se complétant mutuellement. La collaboration est décrite comme "magnifique" (KII Protection Bosso, Pos. 64).
- **Implication et transparence** : Les partenaires sont impliqués depuis l'élaboration jusqu'à la mise en œuvre des activités, ce qui témoigne d'une transparence et d'une volonté de collaboration continue (KII Agriculture, Pos. 75).
- **Reconnaissance du rôle des autorités** : Les autorités sont informées et ont le dernier mot, ce qui indique une reconnaissance de leur rôle et un partage d'informations régulier (KII OXFAM, Pos. 78-82).
- **Nécessité d'élargir la collaboration** : Certains partenaires (autorités administratives (mairies) et les services techniques) estiment qu'il est nécessaire d'élargir la collaboration, ce qui suggère une volonté d'impliquer davantage d'acteurs et de renforcer le partenariat (KII SG Mairie, Pos. 71).

Enfin, même si la collaboration avec les autorités administratives (mairies) et les services techniques s'étend de la consultation, à l'information jusqu'aux décisions, le programme peut davantage mieux responsabiliser ces acteurs à travers des sous subventions destinées au suivi régional et aux

renforcements des capacités des membres de la communauté. Cela contribuerait à renforcer la collaboration, la transparence et la durabilité des interventions.

5. Enseignements tirés et recommandations

5.1. Principaux Enseignements Tirés

A l'issue des analyses menées ci-dessus, nous pouvons retenir les enseignements suivants :

Amélioration des conditions de vie des ménages : Les interventions du projet AECID ont renforcé la sécurité alimentaire, les revenus et l'hygiène. Les transferts monétaires ont permis d'acheter des vivres et de relancer des activités économiques (FGD Communautés, Pos. 95-116).

Renforcement de la cohésion sociale : Les activités communautaires ont favorisé le dialogue entre déplacés et populations hôtes, réduisant ainsi les tensions (KII ML Toumour I, Pos. 84-88).

Autonomisation des femmes : Leur implication dans les formations et les AGR a favorisé leur autonomie économique et sociale (KII ML Toumour I, Pos. 95-98).

Rôle clé des relais communautaires : Des figures comme les "Mamans Lumières" ont été essentielles pour la sensibilisation et la diffusion des bonnes pratiques (KII ML Toumour I, Pos. 104-117).

Efficacité accrue des projets adaptés aux besoins locaux : Les actions fondées sur les besoins exprimés par les communautés ont eu plus d'impact.

Limites dans la motivation des acteurs communautaires : L'irrégularité des incitations a réduit l'engagement des relais communautaires.

Nécessité d'une forte coordination locale : La collaboration avec les partenaires, autorités locales et services techniques a facilité la mise en œuvre du projet.

5.2. Quelques défis majeurs

Au-delà des résultats engrangés, la mise en œuvre de ce projet n'a pas été sans contraintes ou défis majeurs. Ainsi, plusieurs défis ont été relevés avec les contributions des différents acteurs interviewés.

La mise en œuvre du projet a été considérablement entravée par des **difficultés logistiques et d'approvisionnement**, notamment en raison des difficultés d'approvisionnement en aliments locaux nécessaires aux démonstrations culinaires. De plus, les ruptures fréquentes de matériel essentiel, tel que le matériel de mesure anthropométrique (MUAC), les balances, les seaux et les fiches de suivi, ont perturbé la continuité des activités de dépistage et de réhabilitation nutritionnelle. L'accès aux zones d'intervention était également rendu difficile par le manque de routes praticables et l'insécurité, ce qui a compliqué la logistique du projet.

Un autre ensemble de défis concernait la **participation communautaire et la sensibilisation**. La réticence de certaines mères à participer régulièrement aux sessions, souvent en raison de leurs priorités familiales et professionnelles, a constitué un obstacle. De même, le manque de compréhension initiale ou de confiance de certains chefs de village et leaders religieux envers le projet a nécessité des efforts supplémentaires de sensibilisation. La stigmatisation des enfants souffrant de malnutrition au sein de la communauté a également compliqué les efforts pour améliorer leur état nutritionnel. Il a fallu investir beaucoup de temps dans la sensibilisation en raison du manque de compréhension initiale de l'intérêt des séances ou des doutes sur les messages nutritionnels. Enfin, des résistances culturelles

concernant les pratiques alimentaires et d'allaitement ont été observées, nécessitant une approche adaptée et respectueuse des traditions locales.

Les **défis financiers et liés à la motivation du personnel** ont également eu un impact significatif sur le projet. L'irrégularité ou l'insuffisance des primes de motivation versées aux mamans lumière a affecté leur engagement et leur régularité dans les activités sur le long terme. Le volume de travail élevé, combiné aux responsabilités familiales des mamans lumière, a rendu difficile le maintien d'une présence constante et engagée.

La **sécurité et l'accès aux zones d'intervention** ont représenté des préoccupations majeures tout au long du projet. Les difficultés d'accès liées au contexte sécuritaire instable ont entraîné des reports de mission en cas d'attaques, retardant ainsi les interventions. La nécessité d'une escorte, imposée par le contexte sécuritaire, a ralenti les missions sur le terrain, car cela ne correspond pas au mandat humanitaire d'OXFAM. Cette situation sécuritaire volatile a constitué un obstacle majeur, rendant parfois l'accès aux sites complètement impossible. De plus, les inondations causées par le débordement de la Komadougou ou des eaux de pluie ont rendu certaines zones difficilement accessibles, voire isolées, nécessitant l'utilisation de pirogues ou l'installation de ponts temporaires pour atteindre les populations bénéficiaires.

Des **défis administratifs et de coordination** ont également ralenti la mise en œuvre du projet. Les retards dans la livraison des intrants, dus aux longues procédures administratives et aux difficultés d'exécution du marché par le fournisseur, ont eu un impact négatif sur le calendrier des activités. Des difficultés relationnelles avec certains acteurs locaux, perçus comme imprévisible et exigeant, ont également compliqué la coordination des interventions.

5.3. Recommandations spécifiques

Ainsi, à l'issue des résultats de cette évaluation, les actions suivantes sont à prendre en compte pour un meilleur apprentissage et une amélioration continue.

- **Budgétiser et conduire une analyse approfondie des inégalités de genre et d'inclusion sociale** au démarrage de chaque projet, afin d'identifier les besoins spécifiques des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap et des groupes marginalisés (Equipe de Conception)
- **Garantir une participation équitable et active des femmes et des hommes** dans toutes les phases du projet (diagnostic, planification, mise en œuvre et clôture) en tenant compte de leurs contraintes de temps, de mobilité et de charge domestique (équipe de projet et partenaires locaux)
- **Renforcer la sensibilisation des communautés et des leaders locaux** pour transformer les normes sociales et culturelles qui limitent la participation des femmes et des groupes vulnérables, en promouvant des modèles positifs et inclusifs (équipe de projet et partenaires locaux)
- **Renforcer les capacités institutionnelles et techniques des partenaires locaux** pour améliorer leur autonomie et leur impact, en établissant des conventions de partenariat et/ou des sous subventions responsabilisant les services techniques et les municipalités dans leur travail régulien de suivi et de contrôle. Cette mesure contribue également à améliorer la transparence, la redevabilité et la durabilité des interventions (OXFAM)

- **Renforcer la motivation des acteurs communautaires** : en mettant en place des systèmes de reconnaissance durables comme des journées commémoratives (journée des volontaires) et des mesures incitatives (primant les meilleurs volontaires) en vue de valoriser et promouvoir le travail des bénévoles au niveau communautaire (Equipe projet et partenaires locaux)
- **Revoir en hausse le montant du Cash transfert distribué par ménage** lors des prochaines propositions : en effet, le montant de 32,500 XOF considéré comme le MEB moyen au Niger est loin de refléter cette référence compte tenu l'évolution du cout de la vie consécutive aux flambées des prix de première nécessité et à la rupture de certains intrants pharmaceutiques.

Annexes

Liste des annexes	Attachments
1. Termes de références	 TdR évaluation finale AECID.docx
2. Rapport de démarrage approuvé	 Rapport_démarrage_ AECD_16 juin 2025_c
3. Liste des personnes interrogées	 Liste des personnes interviewées.docx
4. Bibliographie et liste des documents utilisés	Cf. annexe 2 - Rapport de démarrage
5. Outils de l'évaluation Finale (p. ex. questionnaires, guides d'entretien, etc.)	Cf. annexe 2 - Rapport de démarrage
6. Base des données collectées	 MAXQDA24 Analyse - Code System.xlsx  Questionnaire_mena ge_traité.xlsx